

# *Situation de l'emploi aux Comores en 2013*

*Rapport provisoire*

## SOMMAIRE

<b>Sigles et abréviations</b>	<b>5</b>
<b>Liste des tableaux et graphiques</b>	<b>5</b>
<b>AVANT-PROPOS</b>	<b>7</b>
<b>Résumé</b>	<b>8</b>
<b>Introduction</b>	<b>11</b>
<b>1. Repère méthodologique</b>	<b>13</b>
<b>1.1 Base de sondage et échantillonnage</b>	<b>13</b>
1.1.1 Base de sondage	13
1.1.2 Echantillon de la phase 1	13
<b>1.2 L'administration du questionnaire</b>	<b>14</b>
<b>1.3 Calcul des pondérations, des estimations et des précisions</b>	<b>14</b>
<b>2. Environnement socio économique du marché du travail et contexte sociodémographique aux Comores</b>	<b>15</b>
<b>2.1 Environnement économique</b>	<b>15</b>
<b>2.2 Dispositif institutionnel de l'emploi</b>	<b>16</b>
2.2.1 Politique gouvernementale de promotion de l'emploi	16
2.2.2 Cadre institutionnel de la mise en œuvre des politiques publiques pour la promotion de l'emploi	16
<b>3. Caractéristiques sociodémographiques</b>	<b>17</b>
<b>3.1 Structure par âge et par sexe de la population et des ménages</b>	<b>17</b>
<b>3.2 Dynamique migratoire</b>	<b>18</b>
<b>3.3 Structure et composition des ménages</b>	<b>19</b>
<b>3.4 Scolarisation et alphabétisation</b>	<b>21</b>
3.4.1 Niveau d'instruction	21
3.4.2 Scolarisation	22
3.4.3 Alphabétisation	24
<b>4. Caractéristiques socioéconomiques</b>	<b>24</b>
<b>4.1 Situation des inactifs</b>	<b>24</b>
4.1.1 Caractéristiques des inactifs	25
4.1.2 Raisons d'inactivités	26
4.1.3 Mode de survie des inactifs	27
<b>4.2 Chômage</b>	<b>27</b>
4.2.1 Niveau du chômage	27
4.2.2 Caractéristiques des chômeurs	28
4.2.3 Aspirations des chômeurs	29
4.2.4 Moyens de recherche d'emploi des chômeurs	31
<b>4.3 Bilan de l'emploi</b>	<b>33</b>
<b>4.4 Population active</b>	<b>34</b>
<b>4.5 Insertion sur le marché du travail</b>	<b>36</b>

<b>4.6</b>	<b>Structure et dynamique des emplois</b>	<b>37</b>
4.6.1	Evolution des créations nettes d'emploi	37
4.6.2	Saisonnalité de l'emploi	38
4.6.3	Mobilité dans l'emploi	38
4.6.4	Mobilité dans l'emploi et dans l'activité	40
<b>4.7</b>	<b>Revenu du travail et ses principales caractéristiques</b>	<b>40</b>
4.7.1	Analyse du revenu mensuel	40
4.7.2	Taux de bas salaire et taux de salaire inférieur au SMIG	42
<b>4.8</b>	<b>Conditions d'activités</b>	<b>43</b>
4.8.1	Sous emploi lié à la durée	43
4.8.2	Salarisation	44
4.8.3	Syndicalisation	44
<b>5.</b>	<b>Caractéristiques des emplois et branches/créneaux porteurs en matière d'emploi</b>	<b>45</b>
<b>5.1</b>	<b>Principaux acteurs de l'offre d'emplois aux Comores</b>	<b>45</b>
<b>5.2</b>	<b>Analyse par secteurs institutionnels</b>	<b>46</b>
5.2.1	Caractéristiques de l'emploi dans le secteur public et parapublic	46
5.2.2	Caractéristiques des chefs d'unité de production informelles	47
5.2.3	Caractéristiques de l'emploi dans le secteur privé informel	49
5.2.4	Dynamique des emplois et trappe à précarité	50
<b>6.</b>	<b>Femmes et marché du travail</b>	<b>51</b>
<b>6.1</b>	<b>Egalité de chance sur le marché du travail selon le genre</b>	<b>51</b>
6.1.1	Ségrégation horizontale selon le secteur institutionnel	51
6.1.2	Ségrégation horizontale selon l'île et le milieu de résidence	53
<b>6.2</b>	<b>Contribution des femmes actives occupées aux activités économiques</b>	<b>53</b>
<b>7.</b>	<b>Habitat, statut d'occupation du logement et équipements des ménages</b>	<b>55</b>
<b>7.1</b>	<b>Caractéristiques et statut d'occupation des logements</b>	<b>55</b>
<b>7.2</b>	<b>Éléments de confort des ménages</b>	<b>56</b>
<b>7.3</b>	<b>Bien d'équipements des ménages</b>	<b>57</b>
a)	Moyens de déplacement	57
b)	Équipements de loisir, d'information et de communication	57
c)	Équipements électroménagers	58
d)	Autres biens et équipements	58
<b>8.</b>	<b>Trajectoire et perspectives</b>	<b>59</b>
<b>8.1</b>	<b>Mobilité scolaire : tendance ascendante du niveau de scolarisation</b>	<b>59</b>
<b>8.2</b>	<b>Mobilité professionnelle</b>	<b>60</b>
8.2.1	Mobilité par rapport au secteur d'activité des parents	60
8.2.2	Mobilité par rapport à la catégorie socio professionnelle des parents	61
<b>8.3</b>	<b>Perspectives d'emploi</b>	<b>61</b>
8.3.1	Mobilité selon la catégorie socioprofessionnelle	62
8.3.2	Mobilité selon le secteur institutionnel	62
8.3.3	Projet d'avenir des jeunes des 15-24 ans	63
<b>9.</b>	<b>Transferts en espèces et revenus hors emploi reçus par les Comoriens</b>	<b>64</b>
<b>9.1</b>	<b>Caractéristiques des bénéficiaires des revenus hors emploi</b>	<b>64</b>
<b>9.2</b>	<b>Montant mensuels moyens des revenus hors emplois</b>	<b>65</b>

<b>10. Principaux enseignements de l'analyse du marché du travail</b>	<b>65</b>
<b>Conclusion</b>	<b>67</b>
<b>Bibliographie</b>	<b>68</b>
<b>Annexe</b>	<b>68</b>

## Sigles et abréviations

AFRISTAT	: Observatoire Economique et Statistique de l'Afrique subsaharienne
BAD	: Banque Africaine de Développement
BIT	: Bureau International du Travail
BTP	: Bâtiments et Travaux Publics
CNE	: Caisse National d'Epargne
CSP	: Catégorie Socio Professionnelle
DSCR	: Document de Stratégie de Croissance et Réduction de la Pauvreté
EDS/MICS	: Enquête Démographique et de Santé couplée de l'Enquête à Indicateur Multiples
EIM	: Enquête intégrale auprès des Ménages
EESIC	: Enquête sur l'Emploi et le Secteur Informel aux Comores
FMI	: Fond Monétaire International
GSE	: Groupe Socio économique
INS	: Institut National de la Statistique
INSEED	: Institut National de la Statistique, des Etudes Economiques et Démographiques
MINEFOP	: Ministère de l'Emploi et la Formation Professionnelle
NTIC	: Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication
OMD	: Objectifs du Millénaire pour le Développement
PIB	: Produit Intérieur Brut
PRCI	: Projet de Renforcement des Capacités Institutionnelles
PME	: Petites et Moyennes Entreprises
PNAE	: Plan National d'Action sur l'Emploi
PNE	: Politique Nationale de l'Emploi
RGA	: Recensement Général de l'agriculture
SCR	: Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté
SIMT	: Système d'Information sur le Marché du Travail
SMIG	: Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti
SNDS	: Stratégie Nationale de Développement de la Statistique
TBS	: Taux Brut de Scolarisation
TNS	: Taux Net de Scolarisation
UPI	: Unité de Production Informelle
ZD	: Zone de Dénombrement
ONPE	: Office National de la Promotion de l'Emploi

## Liste des tableaux et graphiques

Tableau 1 : Structure de la population totale selon l'âge et le sexe

Tableau 2	: Revenu mensuel moyen (1000 KMF) et nombre moyenne d'années d'études selon le sexe, la CSP et l'activité
Tableau 3	: Répartition de la population par groupes d'âge selon le milieu de résidence
Tableau 4	: Répartition en % de la population selon la strate, le milieu de résidence, le sexe et le statut migratoire
Tableau 5	: Répartition de la population par région, milieu de résidence et par type de ménage selon le sexe du chef de ménage
Tableau 6	: répartition de la population selon la strate et le type de ménage
Tableau 7	: Répartition de la population par caractéristiques démographiques selon le niveau d'instruction
Tableau 8	: Taux de scolarisation (%) par sexe et milieu de résidence et indice de parité fille/garçon
Tableau 9	: Taux d'alphabétisation des personnes âgées de 15 ans et plus selon le milieu de résidence, le sexe et la région ou l'île
Tableau 10	: Répartition en % de la population inactive âgée de 15 ans et plus selon les caractéristiques sociodémographiques
Tableau 11	: Répartition en % des inactifs de 15 ans et plus selon les raisons d'inactivité
Tableau 12	: Mode de survie des personnes en situation d'inactivité
Tableau 13	: Principales caractéristiques des chômeurs
Tableau 14	: principales attentes des chômeurs suivant leur profil
Tableau 15	: Moyen de recherche d'emploi par les chômeurs selon leur profil
Tableau 16	: Bilan de l'emploi
Tableau 17	: structure de la population active selon l'âge et le profil
Tableau 18	: Indicateurs de l'insertion sur le marché du travail
Tableau 19	: Répartition en % des actifs occupés selon le nombre d'années effectués dans l'emploi principal
Tableau 20	: Indice mensuel du niveau de l'emploi entre novembre 2012 et octobre 2013
Tableau 21	: Pourcentage de personnes âgées de 15 ou plus ayant quitté un emploi antérieur et les raisons liées
Tableau 22	: Mobilité dans l'emploi et dans l'activité
Tableau 23	: Revenu mensuel moyen (1000 KMF) et nombre moyenne d'années d'études selon le sexe, la CSP et l'activité
Tableau 24	: Taux de bas salaire selon le sexe, la CSP, le secteur institutionnel et l'activité
Tableau 25	: indicateurs des conditions d'activités sur le marché du travail

## AVANT-PROPOS

L'Institut national de la statistique, des études économiques et démographiques (INSEED) a le plaisir de vous présenter le rapport principal des résultats du volet « emploi » de la première enquête nationale sur l'emploi et le secteur informel aux Comores (EESIC) de 2013. Elle fait partie des opérations retenues dans la stratégie nationale de développement de la statistique (SNDS) élaborée en 2007 puis actualisée en 2010 pour tenir compte de la période 2010-2014 couverte par la Stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté (SCRП). Sa mise en œuvre a permis dans le cadre du suivi/évaluation du DSRP de disposer des indicateurs quantitatifs et qualitatifs utiles pour la mesure des progrès accomplis dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et pour le suivi et l'évaluation des programmes mis en œuvre dans le pays.

Le présent rapport analyse les résultats couvrant l'ensemble de la population. Les indicateurs élaborés à partir de ces résultats se rapportent aux caractéristiques sociodémographiques et économiques des ménages et de la population, au cadre de vie et équipement des ménages, à l'insertion sur le marché du travail, au chômage et à ses caractéristiques, à la structure et à la dynamique des emplois, aux revenus de travail et aux conditions d'activité, et à la mobilité sociale. Enfin, le rapport s'intéresse à l'évolution des principaux indicateurs du marché de travail entre 2004 et 2013.

L'enquête a été réalisée par le Gouvernement, avec l'appui financier de la Banque Africaine de Développement (BAD) à travers le Projet de Renforcement des Capacités Institutionnelles (PRCI). A ce partenaire du Gouvernement, l'INSEED exprime toute sa gratitude.

La réalisation des activités de l'enquête a été possible grâce à l'assistance technique des experts internationaux de l'Observatoire Economique et Statistique de l'Afrique Subsaharienne (AFRISTAT). A tous ces experts, l'INSEED adresse ses sincères remerciements.

Enfin, l'INSEED remercie les membres de l'équipe technique de l'EESIC, toutes les administrations sectorielles, institutions de recherche et de formation pour leurs contributions à l'enrichissement de ce rapport ainsi que le personnel temporaire recruté pour leurs prestations pendant les phases de collecte des informations et de l'exploitation informatique.

S'agissant des conditions d'accès aux données, les utilisateurs intéressés peuvent consulter l'INSEED à travers ses adresses ci-dessous :

## Résumé

L'Union des Comores, tout comme la plupart des pays africains, est confrontée au problème de la qualité de l'information sur le marché du travail, basée sur la pertinence, la fiabilité et la fraîcheur des données statistiques. En effet, l'appréhension de l'état et de la dynamique du marché du travail, constituent un sujet important pour le pays en matière de formulation et de mise en œuvre des politiques d'emploi. Pour répondre à ce besoin, l'Institut national de la statistique, des études économiques et démographiques (INSEED) a réalisé en 2013, une première enquête nationale sur l'emploi et le secteur informel aux Comores (EESIC).

### *Champ, objectif et méthodologie*

La première enquête sur l'emploi et le secteur informel aux Comores (EESIC), est une enquête statistique à deux phases dont la première vise à appréhender l'emploi et la seconde à évaluer les activités économiques du secteur informel non agricole. L'EESIC a été réalisée selon une approche intégrée qui consiste à mettre en œuvre parallèlement à l'enquête sur l'emploi, une enquête auprès des unités de production informelles (UPI). En d'autres termes, les UPI filtrées à partir de la phase 1 doivent être au fur et à mesure enquêtées. On procède alors à un ratissage de l'ensemble des UPI rencontrées dans les ménages.

La base de sondage pour l'enquête de la phase 1 est le fichier du recensement général de la population de 2003. Cette base comprend une liste exhaustive des zones de dénombrement (ZD) selon le milieu de résidence, les îles et l'effectif des ménages.

### *Environnement socioéconomique du marché du travail et contexte sociodémographique*

La situation économique en Union des Comores évolue dans un contexte favorable après la reprise de l'activité économique mondiale qui s'est renforcée au cours du premier trimestre de 2014 comme le prévoyait le FMI. Dans ce contexte, le rythme de progression de l'activité s'est inscrit dans la tendance haussière avec un taux de croissance du PIB de 3,9% en 2014, en raison notamment de la demande intérieure soutenue par la poursuite des efforts des autorités pour maintenir le cap du programme avec le FMI.

L'économie comorienne est basée sur trois secteurs. Le secteur primaire occupe une place importante et est caractérisé par les cultures vivrières et maraîchères ainsi que les cultures d'exportation et l'arboriculture. Le secteur secondaire est dominé par de petites et moyennes entreprises dont l'activité repose essentiellement sur la transformation primaire. Concernant le secteur tertiaire, sa valeur ajoutée progresserait faiblement de 3,3% en 2014 contre 2,9% en 2013 en raison de certaines difficultés liées aux activités du secteur secondaire.

La Politique gouvernementale de promotion de l'emploi s'inscrit dans le cadre macro-économique et la stratégie sectorielle définis dans le DSCR et dans l'atteinte des objectifs du millénaire pour le développement en ce qui concerne la réduction de moitié d'ici 2015 de la pauvreté. Cette politique est définie et vise principalement à la généralisation de l'emploi décent aux Comores en vue de mieux garantir le développement durable. Pour cela, la politique nationale de l'emploi transverse les trois principaux axes stratégiques tels que le développement des compétences et de l'employabilité, la promotion de la productivité des entreprises privées et de l'efficacité de l'administration publique ainsi que l'environnement juridique, social et institutionnel de promotion de l'emploi.



Dans le cadre de la mise en œuvre du DSCR, le pays développe déjà aujourd'hui plusieurs projets, programmes et initiatives dans divers secteurs et domaines touchant directement ou indirectement l'emploi.

### *Caractéristiques sociodémographiques de la population et des ménages*

#### *Structure de la population et des ménages*

La structure de la population par sexe montre que les hommes représentent 49,3% et les femmes 50,7%. Par rapport au recensement de 2003, la structure est presque la même sinon qu'on note une légère diminution de la proportion des hommes de 0,3% au profit des femmes. Cette population est constituée de 13,1% de personnes de 0-4 ans, 27,4% de 5-14 ans, 54,2% de 15-64 ans et 5,3% de 65 ans ou plus. Concernant la répartition de la population par milieu de résidence, les résultats révèlent que 39,4% de celle-ci réside en milieu urbain et 60,6% en milieu rural.

#### *Dynamique des migrants*

Selon le milieu de résidence, le milieu urbain paraît plus attractif que le milieu rural (10,9% de migrants contre 5,3%) en raison de l'importance du phénomène d'exode rural.

Selon les résultats de l'enquête 123, la proportion de personnes qui ne sont pas nées dans la localité/région où elles résident (au moment de l'enquête) représente dans l'ensemble 7,5%. On note cependant un léger recul de la migration par rapport à 2003 lors du dernier recensement (7,9%). Les hommes migrent plus que les femmes (8,7% contre 6,3%).

Le milieu urbain paraît plus attractif que le milieu rural (10,9% de migrants contre 5,3%) en raison de l'importance du phénomène d'exode rural.

#### *Composition des ménages*

Les résultats présentés dans le tableau ci-dessous, montrent que la probabilité de devenir chef de ménage est plus élevée chez les hommes (75,6%) que chez les femmes (24,4%). Ce résultat illustre la tradition comorienne qui, en matière de responsabilisation familiale, réserve le titre de chef de ménage aux hommes, sauf dans certains cas exceptionnels (ménages devenus monoparentaux par divorce, veuvage ou migration de l'époux).

#### *Scolarisation et alphabétisation*

Le taux net de scolarisation (TNS) au primaire des 6-11 ans est de 73,8%. Ce taux a évolué d'une manière significative (de 13,2%) entre 2003 et 2012. Par rapport au sexe ce taux est légèrement supérieur chez les filles (75,7%) que chez les hommes (72,0%). S'agissant de la répartition par milieu, on note par contre des disparités importantes entre les deux milieux.

En ce qui concerne le niveau du secondaire, les résultats ci-dessous montrent que le taux net de scolarisation au secondaire est de 35,7%. Ce taux connaît une hausse de près de 8 points car il était de 27,8 % en 2003 (RGPH).

Concernant l'alphabétisation, un peu plus de 7 personnes sur 10 de 15 ans ou plus dans l'ensemble (73,3%) sont alphabétisées contre 41,7% en 2003 (RGPH). Le taux d'alphabétisation est nettement plus élevé chez les hommes (77,2%) que chez les femmes (69,7%). Ce taux se situe à 81,1% en milieu urbain et à 67,2% en milieu rural.

## *Caractéristiques socioéconomiques*

### *Situation des inactifs*

Le poids de la population inactive de 15 ans et plus, aux Comores, est très important puisqu'il atteint environ 50% de la population résidente contre 47% en 2003 lors du dernier recensement de la population et de l'habitat.

Les deux principaux groupes d'inactifs sont constitués par les jeunes en cours de scolarisation (42,6%) et les femmes au foyer (27,0%). La proportion de personnes inactives à cause d'un état d'handicap est seulement de 15,6%.

La quasi-totalité des personnes en situation d'inactivité sont prises en charge par la famille (95,5%) contre 2,8% de prise en charge par une pension ou rente.

### *Chômage*

Au niveau national, le taux de chômage au sens du BIT est estimé à 10,6 % chez les personnes âgées de 10 ans ou plus. Ce taux de chômage global enregistré en 2013 est, comparativement à celui de 2003 (4,4%), en hausse importante. Ce taux varie aussi selon les régions ou îles et le milieu de résidence.

Selon les résultats ci-dessous, la plupart des chômeurs qui recherchent de préférence un emploi salarié, représentent 62,7%. Près d'un tiers (29,7%) préfèrent exercer un emploi indépendant et moins de 10% sont indifférents.

Pour la majorité des chômeurs, la recherche d'un emploi s'effectue sur une base individuelle et le plus souvent sans aucun moyen (70,9%) soit en prospectant directement auprès des employeurs (11,5%). Près de 10,5% de chômeurs ont recours aux relations personnelles. Le service de placement est peu fréquent (4,6%).

Autres caractéristiques des chômeurs, la population aux âges économiquement actifs (15-64 ans) représente 95,0% de l'effectif global, avec des différences au niveau du sexe (respectivement 93,6% et 99,1 % pour les sexes masculin et féminin).

### ***Insertion sur le marché de travail***

Concernant cette insertion, on note que le sexe joue aussi une grande influence sur certains indicateurs d'insertion. Ainsi un actif sur deux (53,2%) de sexe masculin est employé contre 29,6% de sexe féminin. Toutefois parmi ces femmes, une grande partie d'entre elles (67,1%) dispose d'un emploi vulnérable (soumis souvent à certaines contraintes) contre 47,3% pour les hommes.

## Introduction

L'Union des Comores est un pays insulaire de 2 170 km<sup>2</sup> et une population de 724 294 habitants en 2012. C'est une population très jeune, soit 52% d'individus âgés de moins de 15 ans et 22,4% entre 15 et 24 ans. La population comprend 50,1% de femmes. Le taux de scolarisation des enfants de 6 à 11 ans est estimé à 68,8% en 2004. Tandis que pour l'école secondaire, le taux est de 66,2%. D'après les informations contenues dans le DSRP 2009-2014, l'agriculture est la principale activité économique. Elle contribue pour 49% au PIB et fournit 80% des emplois à la population. Le secteur industriel est très peu développé. Par ailleurs, la majorité des emplois est informelle.

Le Gouvernement Comorien ne cesse de manifester sa volonté à s'aligner sur les priorités internationales avec notamment la déclaration des Objectifs du Millénaire pour le Développement, ayant pour premier objectif la réduction de la pauvreté et de l'extrême faim. A cet effet, le pays s'est doté d'un document de stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté (DCSRP) qui couvre la période 2009-2014, servant de cadre à la mise en œuvre de ses politiques. Les axes stratégiques de réduction de la pauvreté sont : i) stabiliser l'économie et établir les bases d'une croissance forte fondée sur l'équité, ii) renforcer les secteurs porteurs en mettant l'accent sur le renforcement institutionnel et une participation accrue des opérateurs économiques privés, iii) renforcer la gouvernance et de la cohésion sociale, iv) améliorer l'état sanitaire de la population, v) promouvoir l'éducation et la formation professionnelle en vue d'améliorer le capital humain, vi) promouvoir la durabilité de l'environnement et la sûreté civile.

La question de l'emploi est donc transversale dans le DSCR et la question de l'adéquation emploi-formation est spécifiquement explorée sous le 5<sup>ème</sup> axe stratégique. Par ailleurs, relever et soutenir la croissance économique à travers des projets et programmes définis sur le premier axe stratégique, afin de créer des emplois et réduire la pauvreté monétaire dans la perspective de l'atteinte des OMD et de la réalisation des aspirations des Comoriens, est un objectif majeur que l'Etat s'est fixé. La mise en place et le développement d'un système d'information sur le marché du travail (SIMT) ont donc une place de choix dans la conduite de cette stratégie.

C'est pour répondre à ce besoin que l'Institut national de la statistique, des études économiques et démographiques, a réalisé en 2013, une première enquête nationale sur l'emploi et le secteur informel aux Comores (EESIC), avec la collaboration d'AFRISTAT. Cette enquête est une opération intégrée de deux enquêtes. La première est une enquête auprès des ménages sur l'emploi et le chômage. Elle sert en même temps de filtre pour repérer les chefs d'unités de production non agricoles dans le secteur informel qui sont à leur tour enquêtés sur le fonctionnement et la production de leur entreprise.

L'objectif principal de l'EESIC est de mesurer les niveaux d'emploi et du chômage, et de produire des informations détaillées sur le secteur informel. A ce titre, la première phase vise principalement l'étude des conditions d'activité et la seconde porte sur l'établissement des comptes du secteur informel.

De manière spécifique, l'enquête de la phase 1 vise à :

- étudier le marché de travail, notamment en termes d'offre de main d'œuvre de la part des ménages;
- étudier le sous-emploi et le chômage ;
- étudier la pluri activité et son impact sur les revenus des ménages;
- analyser les conditions d'activité et les déterminants de la mobilité de l'emploi;
- recenser les promoteurs d'Unités de Production Informelles (UPI).

Le présent rapport d'analyse de la phase 1 comporte 5 chapitres : (i) caractéristiques socio démographiques de la population et des ménages, (ii) caractéristiques socioéconomiques, (iii) caractéristiques des emplois et branches/créneaux en matière d'emploi, (iv) habitat, statut d'occupation du logement et équipement des ménages et (v) trajectoires et perspectives.

## 1. Repère méthodologique

L'enquête sur l'emploi et le secteur informel (EESIC) est réalisée selon une approche intégrée. Cette approche consiste à réaliser parallèlement à l'enquête emploi, une enquête auprès des unités de production informelles (UPI). En d'autres termes, les UPI filtrées à partir du volet emploi ( phase 1), doivent être au fur et à mesure enquêtées. On procède alors à un ratissage de l'ensemble des UPI rencontrées dans les ménages.

L'avantage de cette approche est d'éviter l'écoulement d'un délai assez long entre la collecte des données de la phase 1 et celle de la phase 2, entraînant généralement une déperdition de la base de sondage des UPI.

Ce chapitre présente la méthodologie mise en œuvre lors de la réalisation de l'EESIC. Il est présenté la base de sondage et l'échantillonnage, l'administration du questionnaire, le calcul des pondérations, des estimations et des précisions.

### 1.1 Base de sondage et échantillonnage

#### 1.1.1 Base de sondage

La base de sondage pour l'enquête de la phase 1 est le fichier du recensement général de la population de 2003. Cette base comprend une liste exhaustive des zones de dénombrement (ZD) selon le milieu de résidence, les îles et l'effectif des ménages. Un travail d'actualisation des ZD a été réalisé au début de l'année 2012 dans le cadre des préparatifs de l'Enquête Démographique et de Santé couplée de l'Enquête à Indicateurs Multiples (EDS/MICS). Cette base comprend 1174 ZD réparties comme suit :

**Tableau 1** : Répartition des ZD par région et par milieu

<u>Ile ou région</u>	<b>Nombre total de ZD</b>	<b>Milieu de résidence</b>	<b>Nombre total de ZD</b>
Moroni	218	Urbain	342
Reste Ngazidja	422		
Ndzouani	464	Rural	832
Mwali	70		
<b>Total</b>	<b>1174</b>	<b>Total</b>	<b>1174</b>

Source enquête EESI 1

#### 1.1.2 Echantillon de la phase 1

Au premier degré, il a été tiré 338 ZD proportionnellement à leur taille en nombre de ménages. Particulièrement à Mwali, l'île compte en tout 70 ZD. Par conséquent, toutes les 70 ZD seront sélectionnées. Au second degré, il a été tiré à Mwali, un nombre constant de 25 ménages par ZD. Dans les autres strates, il sera plutôt tiré 12 ménages par ZD. La répartition des échantillons est précisée dans le tableau ci-après :

**Tableau 2** : Répartition des ZD et ménages par région

Strates	Moroni	Reste Ngazidja	Ndzouani	Mwali	Total
Nombre de ZD à tirer en Milieu urbain	84	50	43	36	213
Nombre de ménages à tirer en milieu urbain	1008	600	516	900	3024
Nombre de ZD à tirer en Milieu rural	0	50	41	34	125
Nombre de ménages à tirer en milieu rural	0	600	492	850	1942
<b>Total ZD</b>	<b>84</b>	<b>100</b>	<b>84</b>	<b>70</b>	<b>338</b>
<b>Total Ménages</b>	<b>1008</b>	<b>1200</b>	<b>1008</b>	<b>1750</b>	<b>4966</b>

Source : enquête EESI 1

### **1.2 L'administration du questionnaire**

Deux catégories de questionnaires sont utilisées pendant l'enquête. Le premier questionnaire permet de mesurer les caractéristiques socioéconomiques et la composition des ménages. Le deuxième questionnaire s'adresse aux personnes âgées de 15 ans et plus et permet de mesurer :

- les emplois principaux ;
- les emplois secondaires ;
- la saisonnalité des emplois ;
- le travail décent ;
- le chômage et inactivité ;
- les critères d'identification des emplois informels ;
- les critères d'identification des chefs d'unités de production informelles.

En plus des questionnaires, il a été utilisé dans cette phase 1, une nomenclature des activités et une nomenclature des professions, métiers et postes. Ces différentes nomenclatures sont proposées par AFRISTAT à ses Etats membres

### **1.3 Calcul des pondérations, des estimations et des précisions**

Les coefficients de pondération ont été calculés en tenant compte du plan de sondage, du taux de réponse et des données de projection démographiques de la population.

Les principaux indicateurs du marché du travail ont été ensuite estimés. La qualité des estimations a été déterminée en calculant les variances et les coefficients de variation associés au plan de sondage.

Les résultats obtenus pour l'ensemble du pays, les deux îles de Mwali et Ndzouani, Moroni et le reste de Ngazidja sont présentés pour deux principaux indicateurs dans le tableau ci-dessous. La qualité des estimations réalisées est bonne pour ces indicateurs retenus et présentés dans ce tableau ci-dessous si l'on en juge par la valeur du coefficient de variation (ET/M) qui se situe à moins de 10% dans chacune des strates retenues.

Tableau 1: Résultats méthodologiques de l'enquête

Région/S trate	Coefficient de variation du nombre d'emplois estimés	Coefficient de variation du taux de chômage estimé
Moroni	2,4	5,8
Reste Ngadzidja	1,9	7,4
Ndzouani	2,4	3,1
Mwali	1,7	3,3
Ensemble	1,0	2,1

Source : Enquête sur l'emploi et le secteur informel aux Comores, 2013, INSEED

## 2. Environnement socio économique du marché du travail et contexte sociodémographique aux Comores

### 2.1 Environnement économique

La situation économique en Union des Comores évolue dans un contexte favorable malgré un environnement international difficile sur fond de crise de la dette publique dans les pays européens. Depuis l'année 2011 le Gouvernement Comorien a été engagé dans des réformes structurelles autour du programme avec le FMI qui a abouti à la conclusion de la 3<sup>ème</sup> revue du programme au mois de juin 2012 et à l'atteinte du point d'achèvement en décembre 2012.

Dans ce contexte favorable, le rythme de progression de l'activité s'est inscrit dans la tendance haussière observée depuis 2009, avec un taux de croissance du PIB de 3,5 % au second semestre 2013 en raison notamment de la demande intérieure soutenue par la poursuite des efforts des autorités pour maintenir le cap du programme avec le FMI.

La consolidation des concours de la diaspora, la hausse des crédits bancaires confortée par l'amélioration des recettes de l'Etat notamment celles liées au programme de la citoyenneté Economique et aux financements des investissements dans le domaine des infrastructures routières constituent le socle de cette croissance.

Au niveau sectoriel, la croissance a été portée en priorité par le secteur primaire grâce à une production agricole abondante, suivi du secteur tertiaire et enfin du secteur secondaire.

Pour le secteur primaire, celui ci occupe une place importante et est caractérisé par les cultures vivrières et maraîchères, les cultures d'exportation et l'arboriculture. Actuellement la conjoncture s'annonce bonne au regard de l'organisation et des investissements attendus dans le secteur agricole notamment à travers la modernisation de l'appareil de production, l'amélioration des routes, du système d'irrigation de zones agricoles, l'amélioration du secteur bancaire faciliterait l'accès au crédit aux agricultures. En effet, la valeur ajoutée du secteur primaire s'est située à 4,1% en 2013.

Au niveau du secteur secondaire, Celui ci est dominé par de petites et moyennes entreprises dont l'activité repose essentiellement sur la transformation primaire des produits agricoles de rente, la boulangerie, la menuiserie et les métiers de BTP et par deux entreprises publiques à caractère industriel qui produisent l'eau et l'électricité et certaines entreprises privées qui produisent de l'eau minérale.

Au niveau du secteur tertiaire, sa valeur ajoutée s'est située à 2,9% en 2013 en raison de certaines difficultés des activités du secteur secondaire. Le taux de croissance du secteur tourisme a progressé en 2013 à 4,2 % contre 3,5% en 2012 en liaison avec l'amélioration des capacités d'accueil.

Au niveau de la branche d'activités « transports et télécommunications » l'amélioration du transport maritime et les investissements réalisés par Comores télécom pour moderniser son réseau téléphonique, l'utilisation de la fibre optique et la mise en place du 3G en 2013, le taux de croissance a été légèrement amélioré à 3,3% en 2013.

## **2.2 Dispositif institutionnel de l'emploi**

### **2.2.1 Politique gouvernementale de promotion de l'emploi**

S'inscrivant dans le cadre macro-économique et la stratégie sectorielle définis dans le DSCR et dans l'atteinte des objectifs du millénaire pour le développement en ce qui concerne la réduction de moitié d'ici 2015 de la pauvreté, l'Union des Comores a formulé en 2010, une politique nationale de l'emploi (PNE) et défini les axes d'actions stratégiques. Cette politique vise principalement la généralisation de l'emploi décent aux Comores en vue de mieux garantir le développement durable. Pour cela, la PNE se déploie sur les 3 principaux axes stratégiques suivants :

- le développement des compétences et de l'employabilité : Face aux enjeux de l'emploi (chômage des jeunes, sous-emploi de la population active, une formalisation progressive de l'économie, etc.), la PNE, en tant que vecteur de l'expression forte des Comores pour la valorisation et l'efficacité du capital humain, place la formation technique et professionnelle au centre des préoccupations majeures et prioritaires du pays.
- la promotion de la productivité des entreprises privées et de l'efficacité de l'administration publique : Eu égard au caractère transversal de l'emploi, les contributions des différents secteurs de la vie nationale du pays dans la promotion de l'emploi par une meilleure canalisation des apports du secteur privé et de l'administration publique nécessitent d'être plus structurées.
- - l'environnement juridique, social et institutionnel de promotion de l'emploi : Cette partie englobe les politiques et stratégies multisectorielles visant à influencer sur la demande et l'amélioration des mécanismes et institutions du marché du travail aux Comores.

Ces trois composantes, s'alignant sur les objectifs du DSCR, permettront ainsi d'offrir une meilleure convergence à l'action nationale en faveur de la promotion de l'emploi.

### **2.2.2 Cadre institutionnel de la mise en œuvre des politiques publiques pour la promotion de l'emploi**

Dans le cadre de la mise en œuvre du DSCR, le pays développe déjà aujourd'hui plusieurs projets, programmes et initiatives dans divers secteurs et domaines touchant directement ou indirectement l'emploi ; une revue de ces actions permettra de mieux en apprécier leurs forces et les faiblesses.

En outre, vu les problématiques et enjeux de promotion de l'emploi aux Comores, il est fondamental de cerner davantage les cibles prioritaires de la politique nationale de l'emploi puisque l'impression se dégageant se résume à l'idée que tout le monde est concerné et tout reste à bâtir. Cette approche innovante, tranchant totalement sur les démarches du passé, constitue un préalable à l'élaboration d'un Plan National d'Action pour l'Emploi (PNAE). En fait, eu égard à la centralité et à la transversalité de l'emploi, le PNAE devra être un programme actif et intégré de soutien à l'emploi aux Comores pour la mise en œuvre coordonnée et cohérente de la politique nationale de l'emploi.

Ce plan pourrait s'étaler sur 15 ans au minimum, en trois phases de 5 ans chacune. Il devra, dès le départ, être doté des outils de pilotage, de programmation, d'exécution et de suivi-évaluation. Dans le cadre de l'objectif de promouvoir le plein emploi aux Comores, la finalité stratégique recherchée par le PNAE sera de contribuer aux actions prioritaires du Gouvernement et de ses partenaires sociaux visant la réduction de la pauvreté dans le pays, par l'accroissement des possibilités pour les hommes et les femmes d'avoir accès à un emploi décent et à des revenus stables et durables.



#### Acteurs publics et parapublics intervenant sur le marché de l'emploi aux Comores

Structures	Actions
CNE	un dispositif simple et harmonisé chargé d'orientation, de coordination, d'exécution, de suivi et d'évaluation de la politique nationale de l'emploi
CSTE	Organe tripartite chargé de veiller à tous les textes législatifs et réglementaires touchant les domaines du travail et de l'emploi. Actuellement cet organe n'est pas opérationnel pour des raisons budgétaires
AMIE	Appui à la micro et petite entreprise dans le cadre du projet Gvt/SNU
UCCIA	L'union des chambres de commerce, d'industrie et d'agriculture est conçue comme un instrument de promotion et de soutien au développement du secteur privé, en tant qu'institution publique autonome à caractère professionnel.
Maison de l'emploi	Organisme public destiné à la collecte de manière Permanente, les données du marché du travail et de jouer l'interface entre l'offre et la demande d'emploi.
ANPI	L'agence nationale pour la promotion des investissements est une structure d'appui à la création et au développement des entreprises afin de faciliter les investissements et accompagner les porteurs de projets.
OFTP	L'office de formation technique et professionnelle, encadré par l'état, le secteur privé et les communautés villageoises intervient pour répondre aux besoins des administrations et des entreprises en personnel qualifié.

Source : Enquête sur l'emploi et le secteur informel aux Comores, 2013, INSEED

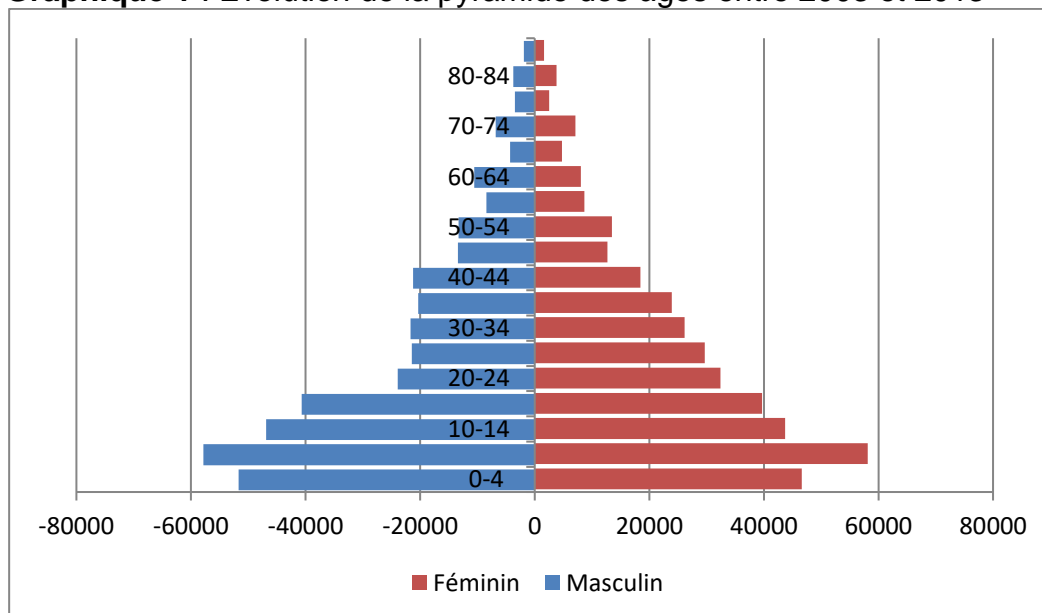
### 3. Caractéristiques sociodémographiques

#### 3.1 Structure par âge et par sexe de la population et des ménages

La répartition par âge de la population présente les caractéristiques classiques des pays en développement avec une base large et un sommet rétréci, signifiant que la majorité est très jeune. Par rapport au recensement de 2003, la structure est presque la même sinon qu'on note une légère diminution de la proportion des hommes de 0,3% au profit des femmes. Cette population est constituée de 13,1% de personnes de 0-4 ans, 27,4% de 5-14 ans, 54,2% de 15-64 ans et 5,3% de 65 ans ou plus.

Cette distribution de la population révèle qu'un peu plus d'une personne sur deux est en âge de travailler au sens du BIT (15-64 ans). Cette proportion est plus élevée chez les femmes (55,9%) que chez les hommes (52,5%). La population cible de l'enquête à savoir les personnes de 10 ans ou plus, représente 71,6% de la population totale. Elle est constituée de 51,6% de femmes et de 48,4% d'hommes.

**Graphique 1 : Evolution de la pyramide des âges entre 2003 et 2013**



Source : Enquête sur l'emploi et le secteur informel aux Comores, 2013, INSEED

La majorité des Comoriens vivent en milieu rural, soit 60,6% de la population. Plus d'un tiers de la population vit néanmoins en milieu urbain. En particulier, 42,8% des personnes âgées de 15-64 ans vivent en milieu urbain. En comparaison avec les résultats du RGPH03, on constate que le taux d'urbanisation en 2013 a beaucoup augmenté (39,4% contre 28% en 2003).

**Tableau 3 : Répartition de la population par groupes d'âge selon le milieu de résidence**

Groupes d'âge	Milieu de résidence		
	Urbain	Rural	Total
Moins de 15 ans	34,8	65,2	100,0
15-64 ans	42,8	57,2	100,0
65 et plus	39,4	60,6	100,0
Ensemble	39,4	60,6	100,0

Source : Enquête sur l'emploi et le secteur informel aux Comores, 2013, INSEED

### 3.2 Dynamique migratoire

Le concept de « migration » adopté dans le cadre de cette enquête s'est inspiré de celui retenu dans le dernier recensement Général de la Population et de l'Habitat 2003 des Comores. La définition de la migration adoptée considère deux critères : l'espace et le temps. L'espace fait référence à un changement de résidence ou de localité (ville ou village). Quant au critère de temps, le recensement a retenu une durée d'au moins six mois écoulée depuis le changement de résidence pour qu'il y ait migration, sinon si la personne a l'intention de passer plus de six mois dans sa nouvelle résidence. En effet, les migrations mettent en jeu au moins trois acteurs principaux: un migrant, une région d'origine, et une région de destination.

Historiquement, les Comores sont caractérisés par d'importants mouvements migratoires qui ont déterminé en partie la répartition de la population en fonction de l'économie coloniale et des besoins de l'administration territoriale française. Ensuite, depuis l'indépendance, d'autres facteurs comme la recherche d'emploi dans les grandes villes du pays ont accentué et diversifié les mouvements migratoires inter îles et intra îles.

Selon les résultats de l'EESIC, la proportion de personnes qui ne sont pas nées dans la localité/région où elles résident (au moment de l'enquête) représente dans l'ensemble 7,5%. On note cependant un léger recul de la migration par rapport à 2003 lors du dernier recensement (7,9%). Les hommes migrent plus que les femmes (8,7% contre 6,3%).

La répartition de la population par région ou strate d'enquête selon le statut migratoire montre que l'île de Mwali enregistre un taux plus élevé de migrants par rapport aux autres îles. (16,4% contre 14,5% à Ngazidja et 8,7% seulement à Ndzouani. Ce résultat serait dû au fait que généralement les Anjouanais se déplacent nombreux pour s'installer dans les autres îles, plus particulièrement à Mwali.

Le milieu urbain paraît plus attractif que le milieu rural (10,9% de migrants contre 5,3%) en raison de l'importance du phénomène d'exode rural.

**Tableau 4** : Répartition en % de la population selon la strate, le milieu de résidence, le sexe et le statut migratoire

Caractéristiques	Statut migratoire		
	Migrant	Non migrant	Total
<b>Région</b>			
Moroni	12,6	87,4	100,0
Reste Ngazidja	1,9	98,1	100,0
Ndzouani	8,7	91,3	100,0
Mwali	16,4	83,6	100,0
<b>Milieu de résidence</b>			
Urbain	10,9	89,1	100,0
Rural	5,3	94,7	100,0
<b>Sexe</b>			
Masculin	8,7	91,3	100,0
Féminin	6,3	93,7	100,0
Ensemble	7,5	92,5	100,0

Source : Enquête sur l'emploi et le secteur informel aux Comores, 2013, INSEED

### 3.3 Structure et composition des ménages

Trois ménages Comoriens sur quatre (75,6%) sont dirigés par les hommes.

Ce résultat illustre la tradition comorienne qui, en matière de responsabilisation familiale, réserve le titre de chef de ménage aux hommes, sauf dans certains cas exceptionnel (ménages devenus monoparentaux par divorce, veuvage ou migration de l'époux). La proportion des ménages dirigés par les hommes atteint 78,5% en milieu rural.

Les femmes sont relativement nombreuses à diriger des ménages monoparentaux nucléaires (91,1%) et élargis (86,2%), La première catégorie de ménages comprend un parent et des enfants. Tandis que le ménage monoparental élargi comprend en plus d'un parent et des enfants, d'autres personnes, Les autres

types de ménage sont en grande partie dirigés par des hommes, en particulier, 90,1% des ménages de couples avec enfants.

**Tableau 5** : Répartition de la population par milieu de résidence et par type de ménage selon le sexe du CM

Caractéristiques	Sexe du Chef de ménage		
	Masculin	Féminin	Total
<b>Milieu de résidence</b>			
Urbain	71,3	28,7	100,0
Rural	78,5	21,5	100,0
<b>Type de ménage</b>			
Unipersonnel	64,3	35,7	100,0
Couple avec enfant	90,1	9,9	100,0
Couple sans enfant	88,9	11,1	100,0
Monoparental nucléaire	8,9	91,1	100,0
Monoparental élargi	13,8	86,2	100,0
Famille élargie	81,2	18,8	100,0
<b>Ensemble</b>	<b>75,6</b>	<b>24,4</b>	<b>100,0</b>

Source : Enquête sur l'emploi et le secteur informel aux Comores, 2013, INSEED

Les résultats par île, montrent que la proportion des ménages unipersonnels (constitués d'une seule personne) est plus élevée dans la capitale Moroni (53,2%), contre 20,2% à Ndzouani et 6,3% à Mwali. Cette situation vient du fait que pour des besoins d'ordre professionnel, la plupart des travailleurs issus des autres régions préfèrent rester seuls en location dans la capitale au cours de la semaine avant de rejoindre leurs ménages ou famille le week end en milieu rural.

En ce qui concerne les ménages de type monoparental élargi et famille élargie, les gens de l'île de Ngazidja sont reconnus pour leur hospitalité et le respect des us et coutumes. Dans cette île, la plupart des couples vivent avec leurs parents. C'est ce qui explique les proportions élevées de ces deux types de ménages dans le reste de l'île de Ngazidja, soient respectivement 45,9% et 45,4% . S'agissant des ménages de couples avec enfants, un sur deux (49,3%) réside à Ndzouani, contre 27,0% dans le reste de Ngazidja et seulement 7,7% à Mwali.

La société comorienne revêt une caractéristique commune à celles de l'Afrique subsaharienne : le réseau des relations familiales constitue un filet de sécurité pour les familles en général et les ménages en particulier. Cette solidarité familiale a imposé le type de ménage traditionnel qui est répandu dans l'ensemble des îles. Les disparités sont expliquées essentiellement par le type d'organisation économique de la région ou de l'île et l'évolution de la situation matrimoniale des femmes et des hommes. Ainsi les ménages monoparentaux se constituent en raison de la rupture des unions par le divorce ou le décès.

**Tableau 6** : Répartition de la population selon la strate et le type de ménage

Caractéristiques	Région ou l'île				Total
	Moroni	Reste Ngazidja	Ndzouani	Mwali	
Unipersonnel	53,2	20,4	20,2	6,3	100,0
Couple avec enfant	16,0	27,0	49,3	7,7	100,0
Couple sans enfant	27,8	33,9	32,7	5,6	100,0
Monoparental nucléaire	23,4	23,9	45,5	7,3	100,0
Monoparental élargi	18,1	45,9	30,8	5,1	100,0
Famille élargie	14,2	45,4	35,0	5,3	100,0
Ensemble	<b>16,6</b>	<b>34,8</b>	<b>42,0</b>	<b>6,6</b>	<b>100,0</b>

Source : Enquête sur l'emploi et le secteur informel aux Comores, 2013, INSEED

### 3.4 Scolarisation et alphabétisation

#### 3.4.1 Niveau d'instruction

Le niveau d'instruction rend compte du niveau général d'éducation moderne de la population, en d'autres termes de la qualité du capital humain du pays.

Dans l'ensemble, il ressort que 40,5% de la population âgée de 5 ans est non instruite. En 2003, la population n'ayant jamais fréquenté un établissement scolaire était de 36,1%. En revanche, la majorité des personnes instruites ont un niveau d'études primaires (30,9%). Tandis que le niveau d'instruction secondaire enregistre une proportion de 18,2%. Par contre, avec la création de l'Université des Comores en 2003, la proportion des personnes ayant le niveau d'études supérieures a rapidement progressé, en passant de 3,7% en 2003 à 10,7% en 2013.

Les disparités entre milieu urbain et rural sont très importantes, surtout pour le niveau d'études supérieures (16,1% en milieu urbain et 6,8% en milieu rural) et la proportion des personnes non instruites (32,8% en milieu urbain et 45,4% en milieu rural). Les disparités selon le sexe sont aussi très remarquables, avec 32,3% d'hommes contre 29,5% de femmes ayant le niveau d'études primaires et 37,6% d'hommes contre 43,3% de femmes qui sont sans aucun niveau d'instruction.

La proportion des personnes « sans niveau d'instruction » est plus élevée surtout à Ndzouani où elle dépasse la moyenne nationale (45,2%) et dans le reste de l'île de Ngazidja (40,1%).

Cette situation laisse croire qu'en raison de la pauvreté qui frappe beaucoup plus l'île de Ndzouani, notamment en milieu rural, une grande partie des anjouanais privilégient les activités agricoles rémunératrices des revenus que l'école.

**Tableau 7** : Répartition de la population par caractéristiques démographiques selon le niveau d'instruction

Caractéristiques	Aucun niveau	Primaire	Secondaire	Supérieur	Total
<b>Strate</b>					
Moroni	30,7	26,3	23,3	19,7	100,0
Reste Ngazidja	40,1	30,0	20,2	9,8	100,0
Ndzouani	45,2	32,7	14,5	7,5	100,0
Mwali	36,8	35,3	18,5	9,3	100,0

Caractéristiques	Aucun niveau	Primaire	Secondaire	Supérieur	Total
<b>Milieu de résidence</b>					
Urbain	32,8	28,8	22,2	16,1	100,0
Rural	45,4	32,2	15,6	6,8	100,0
<b>Sexe</b>					
Masculin	37,6	32,3	18,9	11,3	100,0
Féminin	43,3	29,5	17,6	9,6	100,0
Ensemble	<b>40,5</b>	<b>30,9</b>	<b>18,2</b>	<b>10,5</b>	<b>100,0</b>

Source : Enquête sur l'emploi et le secteur informel aux Comores, 2013, INSEED

### 3.4.2 Scolarisation

La scolarisation est un facteur important de changement de comportement qui s'opèrent dans une société. Elle influence notamment la situation sanitaire, le niveau de la fécondité et de la mortalité, l'accès au marché du travail et bien d'autres aspects de la vie des individus et des communautés. L'analyse de la fréquentation scolaire se focalise uniquement sur la population scolaire. En d'autres termes, elle concerne les élèves et les étudiants inscrits dans les différents cycles d'enseignement formel. Ici l'analyse portera sur le primaire et le secondaire.

Dans le but d'évaluer l'accès à l'éducation aux Comores, il est calculé les taux brut et net de scolarisation selon le niveau d'enseignement et un indice de parité entre garçon et fille dans les écoles. La mesure des taux de scolarisation est basée sur l'âge légal d'entrée à l'école primaire qui est de 6 ans et le nombre d'années d'études avec succès selon le niveau de l'enseignement, soit 6 années en primaire, 6 années au secondaire. Les classes d'âges théoriques pour chacun des cycles sont donc : 6-11 ans pour le primaire, 12-18 ans pour le secondaire. Les effectifs au dénominateur des taux bruts ou nets relèvent ainsi des classes d'âges légaux correspondantes.

#### a) Taux de scolarisation dans le primaire

Le taux brut de scolarisation (TBS) à l'école primaire est obtenu en rapportant l'effectif des élèves qui suivent l'enseignement primaire sur l'effectif des enfants âgés de 6-11 ans. Aux Comores, le TBS s'élève à 116,7%. Ce taux est plus élevé en milieu urbain, soit 125,8% et aussi pour les filles (117,9%).

Quand le TBS dépasse 100%, cela montre que soit, il y a de plus en plus d'enfants jeunes de moins de 6 ans qui fréquentent l'école primaire, ou d'enfants âgés de plus de 11 ans qui ne sont pas sortis du cycle. Bref, un taux de scolarisation supérieur à 100% traduit une demande très forte de fréquentation scolaire par rapport aux infrastructures disponibles.

Le taux net de scolarisation (TNS) au primaire est obtenu en gardant seulement au numérateur du rapport précédent, l'effectif des élèves à l'école primaire, qui sont âgés de 6-11 ans. Le TNS au primaire est de 73,8%. Ce taux a évolué d'une manière significative, de 13,2 points entre 2003 et 2012. Il est légèrement plus élevé pour les filles (75,7%).

Par contre, on note des disparités importantes entre les deux milieux de résidence. En Effet, le taux est de 78,5% pour le milieu urbain contre 71,4% pour le milieu rural. En 2003, ce taux net se situait à 60,7 % en

milieu rural et 60,6 % en milieu urbain. Ce qui montre que dans tous les cas, des progrès sont enregistrés sur la décennie en terme de scolarisation de la population.

Quant à l'indice net de parité (fille/garçon), il est de 1,01 pour le primaire. Cela traduit une très légère augmentation de filles par rapport aux garçons. Le slogan de scolarisation pour tous a ainsi un impact positif sur les parents qui envoient de plus en plus de jeunes filles et de garçons à l'école primaire.

#### **b) Taux de scolarisation au secondaire**

Le taux brut de scolarisation (TBS) dans l'enseignement secondaire, est obtenu en rapportant l'effectif des élèves qui suivent l'enseignement secondaire sur l'effectif des enfants âgés de 12-18 ans. Aux Comores, le TBS s'élève à 116,2%. Ce taux est plutôt plus élevé en milieu rural, soit 118,4% et aussi pour les filles (117,3%). Le niveau élevé du TBS traduit encore une fois, une forte rétention des élèves qui sont beaucoup plus âgés dans le cycle d'enseignement secondaire.

Par contre, le taux net de scolarisation au secondaire est obtenu, en gardant au numérateur uniquement, l'effectif des élèves âgés de 12 à 18 ans. Ce taux est de 30,9% aux Comores.

Ce taux connaît une hausse de 3 points car il était à 27,8 % en 2003 (RGPH). Malgré cette augmentation, ce taux reste faible. Cela traduirait que près de 43 % d'enfants quitteraient le système éducatif avant l'âge de 12 ans.

**Tableau 8:** Taux de scolarisation (%) et indice de parité fille/garçon, selon l'île, le milieu de résidence et le sexe (%)

	Taux brut de scolarisation (TBS)		Taux net de scolarisation (TNS)	
	Primaire	Secondaire	Primaire	Secondaire
<b>Sexe</b>				
Masculin	115,5	115,1	72,0	33,5
Féminin	117,9	117,3	75,7	28,2
<b>Milieu de résidence</b>				
Urbain	125,8	112,5	78,5	28,2
Rural	111,9	118,4	71,4	32,6
<b>Région ou île</b>				
Moroni	120,0	108,2	79,4	19,9
Reste de Ngazidja	129,4	112,8	79,6	31,8
Ndzouani	107,4	116,4	68,1	33,3
Mwali	122,1	148,2	79,6	32,9
<b>Total</b>	116,7	116,2	73,8	30,9
Indice de parité fille/garçon	0,98	0,98	1,01	0,81

**Source :** Enquête sur l'emploi et le secteur informel aux Comores, 2013, INSEED

Par sexe, on observe la situation inverse que celle du niveau primaire. Les garçons sont plus scolarisés (33,5%) que les filles (28,2%), ce qui aboutit à un indice de parité inférieur à 1.

Le taux net paraît important en milieu rural (32,6%) qu'en milieu urbain (28,2%). Cette situation s'explique par le fait que depuis la période révolutionnaire (1975-1978) un grand nombre d'écoles appelées « collèges ruraux » ont été construites en milieu rural pour permettre à la population d'étudier sur place au lieu de se rendre dans les lycées des grandes villes. A l'heure actuelle, ce système éducatif continue de donner de

bons résultats à travers l'augmentation actuelle du taux net de scolarisation. Dans ce cycle secondaire on observe la situation inverse du cycle primaire.

Le taux net de scolarisation au secondaire est plus faible à Moroni, soit 19,9%, alors que son taux brut s'élève à 79,4%. Cette surcharge des établissements secondaires par des élèves qui se sont pas dans la fourchette d'âges de 12-18 ans, s'explique surtout par un fort taux de redoublement dans le cycle secondaire.

### 3.4.3 Alphabétisation

L'alphabétisation des adultes, concerne les personnes de 15 ans et plus sachant lire et écrire dans une langue donnée. Dans l'ensemble, un peu plus de 7 personnes sur 10 (73,3%) sont alphabétisées contre 41,7% en 2003 (RGPH). Cette importante augmentation du taux au cours de cette période vient du fait qu'aux Comores, la population est alphabétisée selon quatre types de langue à savoir (i) le français, (ii) l'arabe (iii), le comorien en caractère latin et (iv) le comorien en caractère arabe. En plus de ce système d'alphabétisation, des progrès énormes ont été aussi déployés par le Ministère de l'éducation pour rehausser le taux d'alphabétisation.

Le taux d'alphabétisation est nettement plus élevé chez les hommes (77,2%) que les femmes (69,7%). Ce taux se situe à 81,1% en milieu urbain et à 67,2% en milieu rural. En 2003 le taux se situait à 56,3% en milieu urbain et à 38,5% en milieu rural. Les disparités entre les deux milieux de résidence s'observent quelle que soit l'île. Les taux sont beaucoup marqués dans le reste de Ngazidja entre l'urbain (82,2%) et le rural (64,9%) que dans n'importe quelle autre île.

Selon le sexe, on note aussi que précédemment la prédominance des hommes sur les femmes quelque soit la région.

**Tableau 9** : Taux d'alphabétisation selon la strate, par milieu de résidence et sexe

	Strate				Total
	Moroni	Reste Ngazidja	Ndzouani	Mwali	
<b>Milieu de résidence</b>					
Urbain	83,5	82,2	75,3	87,6	<b>81,1</b>
Rural		64,9	69,4	79,2	<b>67,5</b>
<b>Sexe</b>					
Masculin	85,9	71,3	77,2	84,6	<b>77,2</b>
Féminin	81,2	65,6	66,0	82,7	<b>69,7</b>
<b>Ensemble</b>	<b>83,5</b>	<b>68,3</b>	<b>71,4</b>	<b>83,7</b>	<b>73,3</b>

**Source** : Enquête sur l'emploi et le secteur informel aux Comores, 2013, INSEED

## 4. Caractéristiques socioéconomiques

### 4.1 Situation des inactifs

Cette partie comprend trois sections. La première est consacrée à la répartition des inactifs de 15 ans et plus selon les caractéristiques démographiques et socioéconomiques. La deuxième traite des inactifs de 15 ans et plus selon les raisons d'inactivité. La troisième analyse le mode de survie des personnes en situation d'inactivité.



#### 4.1.1 Caractéristiques des inactifs

La population inactive est constituée d'une façon générale, des ménagères, des élèves et des étudiants, des retraités et rentiers, et d'autres personnes handicapées soit par une infirmité physique ou mentale, soit par l'effet de l'âge. Le poids de la population inactive de 15 ans et plus, aux Comores, est très important puisqu'il atteint environ 50% de la population résidente contre 47% en 2003 lors du dernier recensement de la population et de l'habitat.

Les résultats montrent qu'une proportion importante des personnes inactives (86,1%) est âgée de 15-64 ans. Par île, on retrouve les inactifs nombreux dans la capitale Moroni (88,6%) et Mwali (88,5%). Par contre, au-delà de 65 ans, la proportion d'inactifs devient moins importante dans chaque île.

Selon le sexe, on compte en moyenne, 4 hommes inactifs pour 6 femmes. La disparité est surtout importante pour la ville de Moroni et le reste de l'île de Ngazidja, où plus de 63% des inactifs sont des femmes. Par ailleurs, dans l'ensemble, l'inactivité sévit plus en milieu rural (55,1%) qu'en milieu urbain (44,9%). L'exception est constatée à Mwali où la proportion d'inactifs est de 55,9% en milieu urbain, qui témoigne de la présence d'un nombre important d'élèves et de ménagères dans cette île. Par contre, en milieu rural, c'est le reste de l'île de Ngazidja qui présente la plus forte proportion d'inactifs (79,0%).

L'analyse selon le niveau d'instruction, révèle que la majorité des inactifs est constituée des personnes qui n'ont jamais fréquenté l'école (34,8%). Ce groupe est suivi par celui des personnes ayant pour le niveau secondaire (31,4%)..

Au niveau des îles, la plus forte proportion d'inactifs qui n'ont aucun niveau d'instruction, est localisée à Ngazidja sans Moroni (37,3%), suivi de l'île de Ndzuani (35,8%) et Mwali (34,6%). En revanche, la plus forte proportion d'inactifs ayant le niveau secondaire est localisée à Mwali (34,0% contre 18,7% à Ndzuani et 15,8% à Ngazidja).

**Tableau 10 : Répartition en % de la population inactive âgée de 15 ans et plus selon les caractéristiques démographiques et socioéconomiques**

	Strate				
	Moroni	Reste Ngazidja	Ndzouani	Mwali	Total
<b>Classe d'âge (en années révolues)</b>					
15-64	88,6	83,8	87,0	88,5	86,1
65 et plus	11,4	16,2	13,0	11,5	13,9
<b>Sexe</b>					
Masculin	36,4	36,7	41,4	40,0	38,2
Féminin	63,6	63,3	58,6	60,0	61,8
<b>Milieu de résidence</b>					
Urbain	100,0	20,9	36,0	55,9	44,9
Rural	,0	79,1	64,0	44,1	55,1
<b>Niveau d'instruction</b>					
Aucun niveau	28,9	37,3	35,8	34,6	34,8
Primaire	14,3	15,8	18,7	15,9	16,3
Secondaire	31,1	31,2	31,6	34,0	31,4
Supérieur	25,7	15,8	13,9	15,5	17,4
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : *Enquête sur l'emploi et le secteur informel aux Comores, 2013, INSEED*

#### 4.1.2 Raisons d'inactivités

Les deux principaux groupes d'inactifs sont constitués par les jeunes en cours de scolarisation (42,6%) et les femmes au foyer (27,0%). La proportion de personnes inactives à cause d'un état d'handicap n'est pas du tout négligeable, soit 15,6%.

Par âge, les résultats montrent qu'une personne inactive sur deux, âgées de 15-64 ans, est en cours de scolarité (49,0%). Par contre, 36,7% des inactifs de 65 ans et plus ont un handicap. Par ailleurs, les principales raisons qui poussent les femmes à l'inactivité sont la scolarisation (34,1%) et le foyer (41,9%). C'est aussi les deux mêmes raisons qui motivent l'inactivité, quel que soit le milieu de résidence.

Le motif de scolarité pour justifier l'inactivité, est une fonction croissante du niveau d'instruction des individus. Ainsi, alors qu'il concerne 30,8% des individus ayant le niveau d'études primaires, ce motif est avancé par 82,2% des personnes ayant atteint des études supérieures.

Enfin, selon les îles, la proportion des inactifs pour des raisons de scolarité reste faible à Moroni et dans le reste de Ngazidja, soit autour de 40%. Par contre, les femmes au foyer constituent la deuxième frange de la population inactive la plus importante dans les îles de Ngazidja (avec Moroni) et de Mwali.

**Tableau 11 : Répartition en % des inactifs de 15 ans et plus selon les raisons d'inactivité**

	Handicap	En cours de scolarité	Femme au foyer	Autre raison	Total
<b>Classe d'âge (en années révolues)</b>					
15-64	12,2	49,0	28,0	10,8	100,0
65 et plus	36,7	0,2	21,1	42,0	100,0
<b>Sexe</b>					
Masculin	21,2	55,4	2,9	20,5	100,0
Féminin	12,2	34,1	41,9	11,8	100,0
<b>Milieu de résidence</b>					
Urbain	13,5	45,1	27,6	13,8	100,0
Rural	17,3	39,9	26,6	16,2	100,0
<b>Niveau d'instruction</b>					
Aucun niveau	30,2	0,5	44,3	25,0	100,0
Primaire	15,3	30,8	37,3	16,6	100,0
Secondaire	6,0	72,2	14,2	7,5	100,0
Supérieur	4,1	82,2	5,9	7,7	100,0
<b>Strate</b>					
Moroni	12,7	40,1	36,3	10,9	100,0
Reste de Ngazidja	18,1	40,5	28,3	13,1	100,0
Ndzouani	14,8	45,8	18,5	21,0	100,0
Mwali	12,5	45,4	25,9	16,1	100,0
<b>Total</b>	<b>15,6</b>	<b>42,2</b>	<b>27,0</b>	<b>15,1</b>	<b>100,0</b>

**Source :** Enquête sur l'emploi et le secteur informel aux Comores, 2013, INSEED

#### 4.1.3 Mode de survie des inactifs

La quasi-totalité des personnes en situation d'inactivité sont prises en charge par la famille (95,5%), contre 2,8% qui bénéficient d'une pension ou d'une rente. Cette situation laisse à penser que selon les us et coutumes, la solidarité et le soutien familiaux pèsent beaucoup sur la société comorienne.

La prise en charge des inactifs par la famille se confirme quels que soient l'âge, le sexe, le milieu de résidence, le niveau d'instruction et l'île. C'est seulement à Mwali qu'on remarque que 8,9% des inactifs vivent de leur pension, rente ou épargne, tandis que 9,7% d'autres ont recours à d'autres moyens. .

**Tableau 12 : Mode de survie des personnes en situation d'inactivité**

	Prise en charge par la famille	Pension, rente, épargne	Autre moyen	Total
<b>Classe d'âge (en années révolues)</b>				
15-64	95,7	2,5	1,7	100,0
65 et plus	94,0	4,6	1,4	100,0
<b>Sexe</b>				
Masculin	94,8	3,6	1,6	100,0
Féminin	95,9	2,4	1,8	100,0
<b>Milieu de résidence</b>				
Urbain	95,4	2,9	1,7	100,0
Rural	95,5	2,8	1,7	100,0
<b>Niveau d'instruction</b>				
Aucun niveau	94,4	3,6	2,0	100,0
Primaire	94,8	2,1	3,1	100,0
Secondaire	96,7	2,4	,9	100,0
Supérieur	96,2	2,7	1,1	100,0
<b>Strate</b>				
Moroni	96,6	2,1	1,3	100,0
Reste de Ngazidja	98,1	1,2	,6	100,0
Ndzouani	93,5	4,5	2,0	100,0
Mwali	81,5	8,9	9,7	100,0
<b>Total</b>	<b>95,5</b>	<b>2,8</b>	<b>1,7</b>	<b>100,0</b>

Source : *Enquête sur l'emploi et le secteur informel aux Comores, 2013, INSEED*

## 4.2 Chômage

### 4.2.1 Niveau du chômage

Au sens strict du BIT, une personne en âge de travailler, est en situation de chômage, si elle est sans emploi, disponible à travailler et à la recherche active d'un emploi. Ce dernier critère est généralement relâché pour définir le chômage élargi dans les pays sous développés, ne disposant réellement d'infrastructures adéquates ou efficaces pour la recherche active d'emploi. C'est le cas aux Comores, où il

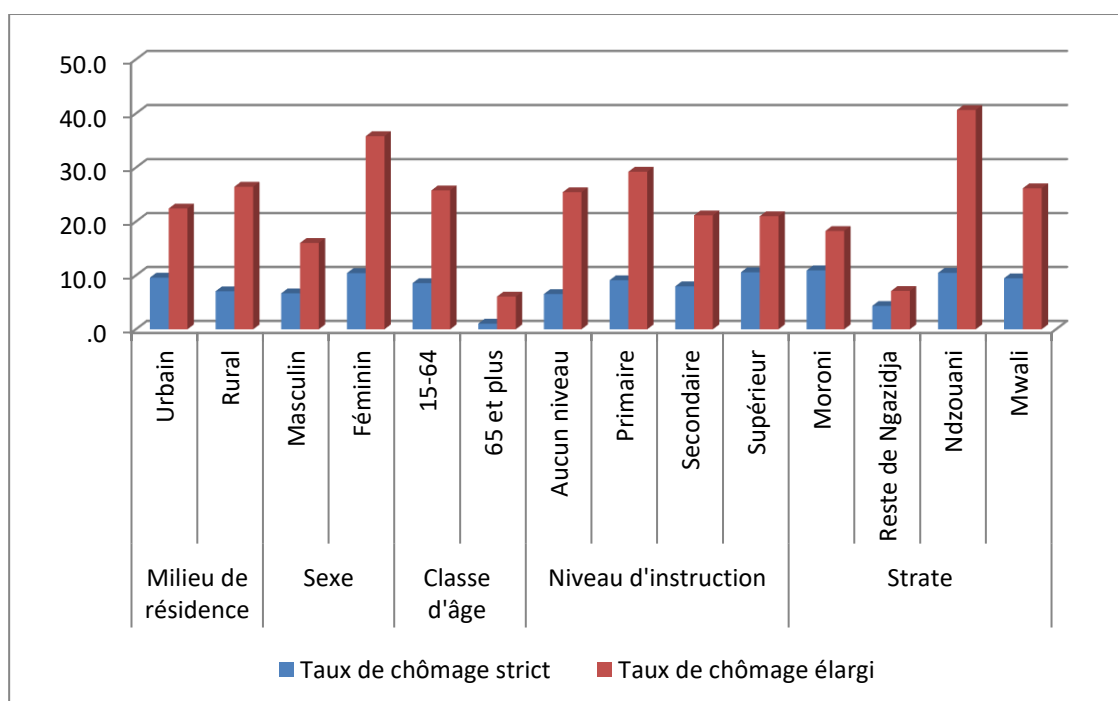
est difficile de connaître ceux qui recherchent activement l'emploi, étant donné que l'agence publique de placement vient à peine d'être créée en 2013.

Le taux de chômage est le rapport entre le nombre de personnes au chômage et la population active constituée par les actifs occupés et les chômeurs. Au niveau national, le taux de chômage au sens du BIT est estimé à 8,1% chez les personnes âgées de 15 ans ou plus. Ce taux de chômage global enregistré en 2013 est, comparativement à celui de 2003 (4,4%), en hausse importante. Au sens élargi, le taux a plus que triplé, soit 24,8%.

Le chômage élargi est plus important en milieu rural (26,5%), préoccupe les femmes (35,8%) et la population âgée de 15-64 ans (25,8%). Il est aussi structurel selon le niveau d'instruction, en touchant particulièrement ceux qui n'ont pas étudié (25,5%) et ceux qui ont à peine le niveau d'études primaires (29,2%).

La disparité est également régionale, avec un taux élargi de 40,7% à Ndzouani contre 18,3% à Moroni et seulement 7,1% dans le reste de Ngazidja. L'île de Ngazidja offre ces cinq dernières années plus de possibilités d'emploi que les autres régions eu égard aux grandes réformes engagées par les autorités nationales dans les domaines des infrastructures portuaires, routières ainsi que dans le domaine de la pêche.

**Graphique 2 : Taux de chômage strict et élargi selon les caractéristiques des personnes âgées de 15 ans et plus (%)**



#### 4.2.2 Caractéristiques des chômeurs

L'analyse des caractéristiques est faite en fonction du statut des chômeurs, à savoir les primo demandeurs qui recherchent un premier emploi et les chômeurs ayant perdu un emploi antérieur (ancien actif occupé).

Selon les résultats, les chômeurs (au sens large) représentent 13,5% de la population âgée de 15 ans et plus. Ils sont relativement plus nombreux en milieu rural (14,9%) et dans l'île de Ndzuani (25,8%).

En termes d'études, un chômeur a en moyenne réussi 7,8 années d'études, soit un niveau inférieur au diplôme de BEPC qui sanctionne le premier cycle du secondaire. Les primo demandeurs ont un plus étudié que les anciens actifs occupés. Les chômeurs de Moroni et du reste de Ngazidja sont les plus instruits, soient respectivement 10,6 et 9,2 d'années d'études réussies.

Le chômage du Comorien est dans l'ensemble, de longue durée, soit 7,3 années. Le phénomène dure surtout en milieu rural (8 années) et dans les îles de Ndzuani (8,4 années) et de Mwali (7,5 années).

**Tableau 13 :** Principales caractéristiques des chômeurs

		Strate				Milieu de résidence		Ensemble
		Moroni	Reste de Ngazidja	Ndzuani	Mwali	Urbain	Rural	
Effectif des chômeurs	Absolu	7 594	5 361	40 719	3 616	21 122	36 168	57 290
	%	9,0	3,4	25,8	14,5	11,7	14,9	13,5
Durée moyenne d'études (en années)	Primo demandeur	11,3	9,6	7,1	7,2	9,7	6,9	8,1
	Ancien actif	8,4	8,1	6,0	7,1	7,8	5,7	6,9
	Ensemble	10,6	9,2	6,9	7,2	9,2	6,7	7,8
Durée moyenne de chômage (en années)	Primo demandeur	3,9	3,7	9,0	8,2	6,5	8,6	7,9
	Ancien actif	3,9	3,1	5,5	4,8	4,8	5,1	4,9
	Ensemble	3,9	3,6	8,4	7,5	6,1	8,0	7,3

Source : *Enquête sur l'emploi et le secteur informel aux Comores, 2013, INSEED*

Cette durée est plus importante chez les primo-demandeurs quel que soit l'île ou le milieu de résidence auxquels ils se trouvent, comparativement aux anciens occupés qui bénéficient des anciens contacts et de l'expérience qu'ils ont déjà du marché du travail. En fait, cette durée est interprétée comme le temps pendant lequel les chômeurs n'ont pas eu accès à un « véritable » emploi, et non pas comme la période au cours de laquelle ils n'auraient pas exercé le moindre emploi, même de façon marginale.

Chez les primo-demandeurs, la plus longue durée moyenne de chômage est enregistrée à Ndzuani (9 ans). Cette durée est de 8,2 ans à Mwali et d'environ 4 ans à Ngazidja (y compris Moroni). Par rapport au milieu de résidence, cette durée est plus longue en milieu rural (9 ans) qu'en milieu urbain (7ans).

L'attention des autorités politiques doit ainsi être attirée sur la situation préoccupante dans l'île de Ndzuani mais aussi dans le milieu rural de toutes les îles, en matière de création d'emplois pour absorber le chômage.

#### 4.2.3 Aspirations des chômeurs

Le profil moyen d'un chômeur Comorien est celui qui est à la recherche d'un emploi salarié (62,7%), permanent (85,5%), dans une organisation formelle (50,4%), pour une rémunération de 168 000 KMF. Ces aspirations sont autant exprimées par le chômeur en milieu urbain qu'en milieu rural, par le primo demandeur comme l'ancien actif occupé.

C'est particulièrement dans la capitale Moroni, que la plupart des chômeurs (71,3%) sont plus intéressés par un emploi salarié. Par contre, dans l'île de Ndzouani qui est plus secouée par le chômage de longue durée, une proportion non négligeable de chômeurs (34,1%), recherche plutôt un emploi indépendant. Le choix d'un emploi indépendant relève surtout de la volonté des anciens actifs occupés que de celle des primo demandeurs. Ces derniers privilégient comme critères de choix la sécurité de l'emploi et le niveau de salaire. Par contre, l'expérience vécue n'encourage pas certains anciens actifs à obtenir encore un emploi salarié. Les primo demandeurs sont aussi relativement plus nombreux (50,8%) que les anciens actifs occupés (48,5%), à souhaiter obtenir un emploi dans une organisation formelle. C'est exceptionnellement à Mwali que 70,4% des anciens actifs recherchent de l'emploi dans une organisation formelle.

Selon le milieu de résidence, on note une légère hausse des chômeurs qui recherchent un emploi salarié en milieu urbain (64,2%) qu'en milieu rural (61,8%). Pour le cas de ceux qui recherchent un emploi indépendant, on observe la situation inverse. Ils sont plus nombreux en milieu rural (32,9%) qu'en milieu urbain (24,4%).

Interrogés sur leur prétention salariale ou de revenu, les primo demandeurs sollicitent en moyenne un revenu de 179 000 KMF par mois contre 131 000 KMF pour les anciens actifs. D'une façon générale, la prétention salariale des primo-demandeurs est élevée et le plus souvent ambitieuse que chez les anciens actifs à cause d'une méconnaissance du milieu de travail.

Le milieu de résidence semble jouer une influence significative sur ces desirata des chômeurs. Ainsi, le salaire proposé serait plus élevé en milieu rural (186 000 KMF) qu'en milieu urbain (130 000 KMF). Au niveau de l'île, la prétention la plus élevée est enregistrée dans le reste de Ngazidja (253 000 KMF),

Tableau 14 : Principales attentes des chômeurs suivant leur profil

		Type d'emplois recherchés (%)			% souhaitant un emploi permanent	% souhaitant un emploi dans une organisation formelle	Salaire/ revenu minimum acceptable (1000 KMF)
		Salarié	Indépendant	Indifférent			
<b>Région ou île</b>							
Moroni	Primo demandeur	70,5	6,8	22,7	53,4	50,0	151
	Ancien actif	73,6	12,4	14,0	58,9	58,4	135
	Ensemble	71,3	8,2	20,6	54,7	52,1	145
Reste de Ngazidja	Primo demandeur	62,1	27,2	10,7	75,6	56,9	277
	Ancien actif	72,1	27,9	,0	93,0	67,8	167
	Ensemble	64,3	27,4	8,3	79,6	59,4	253
Ndzouani	Primo demandeur	62,8	32,6	4,6	92,3	49,4	169
	Ancien actif	52,4	41,1	6,4	90,2	40,6	124
	Ensemble	60,9	34,1	5,0	91,9	47,8	159
Mwali	Primo demandeur	62,7	29,8	7,5	88,5	60,8	100
	Ancien actif	62,4	25,0	12,7	85,6	70,4	135
	Ensemble	62,6	28,7	8,6	87,8	62,9	109
Urbain	Primo demandeur	65,3	22,3	12,4	76,5	56,3	130
	Ancien actif	61,0	30,7	8,3	81,6	50,7	130
	Ensemble	64,2	24,4	11,4	77,8	54,9	130
Rural	Primo demandeur	62,8	32,1	5,1	90,6	48,0	200
	Ancien actif	56,5	36,8	6,7	87,8	46,5	132
	Ensemble	61,8	32,9	5,3	90,2	47,8	186
<b>Ensemble</b>	Primo demandeur	63,7	28,7	7,6	85,7	50,8	179
	Ancien actif	58,7	33,9	7,5	84,6	48,5	131
	Ensemble	62,7	29,7	7,6	85,5	50,4	168

Source : Enquête sur l'emploi et le secteur informel aux Comores, 2013, INSEED

#### 4.2.4 Moyens de recherche d'emploi des chômeurs

- La plupart des chômeurs ont signalé qu'ils n'ont pas effectués la recherche d'emploi mais qu'ils sont disponibles à travailler (chômage élargi). Par conséquent, 70,9% des chômeurs n'ont utilisé aucun moyen pour rechercher de l'emploi. Ceci peut être expliqué par la structure du marché du travail. En effet, la création d'une agence publique de promotion de l'emploi est très récente en 2013 et la plupart des travailleurs ne savent pas précisément à quelle porte frapper pour solliciter un emploi. En particulier, trois quarts des primo demandeurs (74,3%) n'entreprennent aucune démarche pour obtenir de l'emploi.
- Les résultats de l'enquête confirment l'analyse faite par la Banque africaine de développement sur les perspectives économiques de Comores, en soulignant que « le rétablissement de la stabilité politique et institutionnelle a permis aux Comores de renouer en 2011, 2012 et 2013 avec la croissance économique,

avec un taux annuel moyen de 3 % et une perspective favorable pour 2014, sans pour autant avoir un effet sur l'emploi, notamment celui des jeunes diplômés».

Toutefois, certains chômeurs recherchent de l'emploi sur une base individuelle, ou soiten prospectant directement auprès des employeurs (11,5%) ou en recourant à des relations personnelles (10,5%). Les services de placement enregistrent à peine 4,6% de demandes d'emplois.

Certains modes de prospection sont privilégiés suivant que l'on ait déjà travaillé ou non. Ainsi, 18,5% et 15,3% respectivement des anciens actifs occupés recherchent de l'emploi en s'appuyant sur des relations personnelles ou en s'adressant aux employeurs. Tandis que seulement 10,6% de primo demandeurs comptent sur une demande adressée aux employeurs pour obtenir un emploi.

Tableau 15 : Moyen de recherche d'emploi par les chômeurs selon leur profil

		Mode recherche d'emploi (%)					
		Aucun moyen	Relation personnelle	Demande aux employeurs	Service de placement	Autre moyen	Total
<b>Région ou île</b>							
Moroni	Primo demandeur	52,8	11,3	23,5	8,7	3,7	100,0
	Ancien actif	36,4	26,6	25,6	6,7	4,7	100,0
	Ensemble	48,7	15,1	24,0	8,2	4,0	100,0
Reste de Ngazidja	Primo demandeur	35,2	20,4	21,5	13,7	9,1	100,0
	Ancien actif	14,1	25,2	23,2	31,4	6,1	100,0
	Ensemble	30,5	21,5	21,9	17,6	8,5	100,0
Ndzouani	Primo demandeur	85,0	4,6	6,9	2,6	,8	100,0
	Ancien actif	72,5	13,4	10,5	,8	2,8	100,0
	Ensemble	82,7	6,3	7,5	2,3	1,2	100,0
Mwali	Primo demandeur	49,0	30,6	12,0	3,1	5,4	100,0
	Ancien actif	30,4	35,7	24,7	2,8	6,4	100,0
	Ensemble	44,9	31,7	14,8	3,0	5,6	100,0
<b>Milieu de résidence</b>							
Urbain	Primo demandeur	60,1	11,4	19,1	6,2	3,3	100,0
	Ancien actif	51,7	19,9	19,2	4,2	5,0	100,0
	Ensemble	58,0	13,5	19,1	5,7	3,8	100,0
Rural	Primo demandeur	81,6	7,0	6,2	3,5	1,7	100,0
	Ancien actif	62,4	17,1	11,9	6,0	2,5	100,0
	Ensemble	78,5	8,7	7,1	3,9	1,8	100,0
<b>Sexe</b>							
Masculin	Primo demandeur	62,3	13,3	15,2	6,4	2,8	100,0
	Ancien actif	45,0	24,6	20,3	6,2	3,9	100,0
	Ensemble	57,1	16,7	16,7	6,3	3,1	100,0
Féminin	Primo demandeur	79,7	6,3	8,5	3,5	2,0	100,0



		Mode recherche d'emploi (%)					
		Aucun moyen	Relation personnelle	Demande aux employeurs	Service de placement	Autre moyen	Total
	Ancien actif	72,5	10,9	9,2	3,9	3,5	100,0
	Total	78,7	6,9	8,6	3,6	2,2	100,0
Ensemble	Primo demandeur	74,3	8,5	10,6	4,4	2,2	100,0
	Ancien actif	57,3	18,5	15,3	5,1	3,7	100,0
	Total	70,9	10,5	11,5	4,6	2,5	100,0

**Source :** Enquête sur l'emploi et le secteur informel aux Comores, 2013, INSEED

Le faible taux d'inscription des chômeurs aux agences de placement s'expliquerait principalement par la méconnaissance des prestations offertes par ces structures. Un important effort devrait donc être consenti par le Gouvernement et les structures concernées pour informer et sensibiliser les populations, notamment sur les missions des agences de placement.

Au niveau des îles, une large majorité des chômeurs qui ne disposent d'aucun moyen de recherche d'emploi sont localisées à Ndzouani (82,7%). Parmi ces chômeurs, la plupart d'entre eux (85,0%) recherche le premier emploi (primo-demandeurs). Par contre, ceux qui s'appuient sur des relations personnelles dans chaque île, la plus grande partie d'entre eux ont déjà travaillé, ce qui leur a permis de garder certains contacts avec le monde de travail. A Ndzouani et dans la capitale Moroni, on observe des proportions importantes des anciens actifs qui s'appuient sur des relations personnelles pour trouver un emploi (13,4% respectivement 26,6%).

En milieu urbain, la situation reste la même pour les anciens occupés qui privilégient plus les voies de relations personnelles (19,9% contre 17,7% en milieu rural) et les demandes aux entrepreneurs (19,2% contre 11,9%). Les femmes en situation de chômage sont les plus pénalisées. Elles sont 79,7% à ne recourir aucun moyen de recherche d'emploi. Cette inégalité d'accès à l'emploi selon le genre n'est pas propre aux Comores. Elle est vécue dans la majorité des pays africains où les femmes sont souvent victimes du harcèlement sexuel lorsqu'elles frappent à la porte des entreprises pour la recherche de l'emploi.

#### **4.3 Bilan de l'emploi**

Aux Comores, 74,9% des emplois sont pourvus par les unités de production informelles. Tandis que 19,1% des emplois relèvent du secteur formel. Le marché du travail est surtout dominé par des emplois informels (99,4%). Au sens de l'enquête, est pourvu d'emploi informel, un travailleur qui ne bénéficie pas de cotisation à la caisse nationale de sécurité sociale. Il est surtout important de souligner que 97,4% des travailleurs dans les unités de production formelle, ont un emploi informel.

Le secteur institutionnel non agricole pourvoie à 59,1% des emplois aux Comores. Ces emplois représentent respectivement 97,4% des opportunités offertes par les unités de production formelles, 47,4% du secteur informel et 84% des emplois exercés dans le secteur institutionnel des ménages. Enfin, plus de 9 emplois sur 10 (96,4%) du secteur agricole sont fournis par des unités de production informelles.

**Tableau 16 : Bilan de l'emploi aux Comores**

	Type d'emploi		Total (lignes)	Total (colonnes)	% du sect.non agricole
	Emplois formels	Emplois informels			
<b>Secteur institutionnel non agricole</b>					59,1
Unité de production formelle	2,6	97,4	100,0	31,4	97,4
Unité de production informelle	0,2	99,8	100,0	60,0	47,4
Ménage	0,0	100,0	100,0	8,6	84,0
<b>Secteur institutionnel agricole</b>					
Unité de production formelle	2,4	97,6	100,0	1,2	
Unité de production informelle	0,0	100,0	100,0	96,4	
Ménage	0,0	100,0	100,0	2,4	
<b>Ensemble</b>					
Unité de production formelle	2,6	97,4	100,0	19,1	
Unité de production informelle	0,1	99,9	100,0	74,9	
Ménage	0,0	100,0	100,0	6,0	
Total	0,6	99,4	100,0	100,0	

**Source :** Enquête sur l'emploi et le secteur informel aux Comores, 2013, INSEED

#### 4.4 Population active

La population active comprend l'effectif des actifs occupés et des chômeurs. Selon les résultats, la population âgée de 15-64 ans représente 95,0% de la population active. Cet effectif est réparti en 54,8% d'hommes et 45,2% de femmes.

En milieu urbain, la proportion de la population active de 15-64 ans est de 95,7% et dépasse à peine d'un point, celle du milieu rural (94,5 %). En considérant les îles, la proportion de la population active de 15-64 ans, reste plus faible à Ngazidja sans Moroni (91,8%), comparativement à Ndzouani (96,9%) et Mwali (97,2%).

.Enfin, la proportion des personnes âgées de 65 ans et plus est plus élevée à Ngazidja (8,2%) que dans les autres îles, illustrant l'activité des personnes du troisième âge plus encouragée dans la grande île qu'ailleurs. A cet âge, il y a une prédominance des hommes (6,4%) sur les femmes (3,1%).

Tableau 17 : Structure de la population active selon l'âge (en années révolues)

		Effectif				Pourcentage			
		Moins de 15 ans	15-64 ans	65 et plus	Total	Moins de 15 ans	15-64 ans	65 et plus	Total
<b>Région ou Ile</b>									
Moroni	Actif occupé	24	32293	1695	34013	0,1	94,9	5,0	100,0
	Chômeur BIT	0	4136	43	4179	0,0	99,0	1,0	100,0
	Chômeur découragé	0	3337	78	3416	0,0	97,7	2,3	100,0
	Total	24	39766	1817	41607	0,1	95,6	4,4	100,0
Reste de Ngazidja	Actif occupé	0	63751	6116	69867	0,0	91,2	8,8	100,0
	Chômeur BIT	0	3111	62	3173	0,0	98,0	2,0	100,0
	Chômeur découragé	0	2177	12	2188	0,0	99,5	0,5	100,0
	Total	0	69039	6190	75228	0,0	91,8	8,2	100,0
Ndzouani	Actif occupé	79	56903	2541	59523	0,1	95,6	4,3	100,0
	Chômeur BIT	0	6961	0	6961	0,0	100,0	0,0	100,0
	Chômeur découragé	0	33286	472	33758	0,0	98,6	1,4	100,0
	Total	79	97150	3013	100241	0,1	96,9	3,0	100,0
Mwali	Actif occupé	21	9858	337	10215	0,2	96,5	3,3	100,0
	Chômeur BIT	0	1058	8	1067	0,0	99,2	0,8	100,0
	Chômeur découragé	0	2534	16	2549	0,0	99,4	0,6	100,0
	Total	21	13450	361	13831	0,2	97,2	2,6	100,0
<b>Milieu de résidence</b>									
Urbain	Actif occupé	40	68949	3804	72793	0,1	94,7	5,2	100,0
	Chômeur BIT	0	7703	47	7750	0,0	99,4	0,6	100,0
	Chômeur découragé	0	13210	122	13332	0,0	99,1	0,9	100,0
	Total	40	89862	3973	93875	0,0	95,7	4,2	100,0
Rural	Actif occupé	84	93857	6885	100825	0,1	93,1	6,8	100,0
	Chômeur BIT	0	7562	67	7629	0,0	99,1	0,9	100,0
	Chômeur découragé	0	28123	456	28579	0,0	98,4	1,6	100,0
	Total	84	129542	7407	137033	0,1	94,5	5,4	100,0
<b>Sexe</b>									
Masculin	Actif occupé	109	99997	7744	107850	0,1	92,7	7,2	100,0
	Chômeur BIT	0	7599	113	7713	0,0	98,5	1,5	100,0
	Chômeur découragé	0	12558	318	12876	0,0	97,5	2,5	100,0
	Total	109	120154	8175	128438	0,1	93,6	6,4	100,0
Féminin	Actif occupé	14	62809	2945	65768	0,0	95,5	4,5	100,0
	Chômeur BIT	0	7666	0	7666	0,0	100,0	0,0	100,0
	Chômeur découragé	0	28775	260	29035	0,0	99,1	0,9	100,0
	Total	14	99250	3205	102470	0,0	96,9	3,1	100,0
<b>Ensemble</b>									
	Actif occupé	124	162805	10689	173618	0,1	93,8	6,2	100,0
	Chômeur BIT	0	15266	113	15379	0,0	99,3	0,7	100,0
	Chômeur découragé	0	41333	578	41911	0,0	98,6	1,4	100,0
	Total	124	219404	11380	230908	0,1	95,0	4,9	100,0

Source : Enquête sur l'emploi et le secteur informel aux Comores, 2013, INSEED

#### 4.5 Insertion sur le marché du travail

La proportion de la population ayant 15 ans et plus en emploi, est de 40,8%, ce qui signifie qu'environ quatre personnes sur dix arrivent à s'insérer sur le marché du travail. La grande part des activités occupées (54,8%) est classée dans des emplois vulnérables et 11,9% des emplois sont précaires. L'emploi est vulnérable lorsque le travailleur a un statut de propre compte ou d'aide familial non rémunéré.

La majorité des emplois sont informels, avec une proportion estimée à 99,4%. Par ailleurs, pour pouvoir améliorer leur revenu, 10,1% des actifs occupés exercent des activités secondaires. Mais un véritable problème dont le pays doit se préoccuper est l'emploi des jeunes. En effet, 34,2% des jeunes de 15-35 ans ne sont ni dans le système éducatif ni dans l'emploi. Ce problème est surtout prépondérant en milieu urbain (36,2%), chez les femmes (44%) et dans l'île de Ndzuani (41,4%).

Dans le secteur non agricole, 45,7% des travailleurs sont des salariés. Les salariés sont relativement plus nombreux dans ce secteur à Moroni (53,3%) et Mwali (56,5%), en milieu urbain (50,6%) et 51,1% d'entre eux sont des hommes. Le salariat des femmes dans le secteur non agricole est faible, soit 14,6%. Les plus fortes proportions sont obtenues en milieu urbain (17,5%) et en particulier à Moroni (18,8%).

**Tableau 18** : Indicateurs de l'insertion sur le marché du travail

	Strate				Milieu de résidence		Sexe		Total
	Moroni	Reste Ngazidja	Ndzouani	M wali	Urbain	Rural	Masculin	Féminin	
Ratio emploi-population	40,2	44,3	37,7	41,0	40,3	41,2	53,2	29,6	40,8
Emploi vulnérable	33,6	64,8	57,7	39,9	41,2	64,6	47,3	67,1	54,8
Emploi précaire	10,6	9,5	15,6	11,0	9,6	13,6	13,1	10,0	11,9
Taux de pluriactivité	1,8	5,7	20,5	7,6	6,3	12,9	12,2	6,7	10,1
Jeunes de 15-35 ans ni dans l'emploi ni dans le système éducatif	33,7	26,6	41,4	34,6	31,7	36,2	22,5	44,0	34,2
Salariés du secteur non agricole	53,3	46,7	36,2	56,5	50,6	40,0	51,1	37,3	45,7
Femme salariée du secteur non agricole	18,8	15,0	10,6	15,4	17,5	11,2	,0	37,3	14,6

**Source** : Enquête sur l'emploi et le secteur informel aux Comores, 2013, INSEE

## 4.6 Structure et dynamique des emplois

### 4.6.1 Evolution des créations nettes d'emploi

Les expériences accumulées par un individu dans sa vie active, font parties des potentialités qui définissent le capital humain et, déterminent en partie sa capacité à travailler ou à produire pour lui-même ou pour les autres. Aux Comores, près d'un travailleur sur trois (31,5%) déclare avoir exercé son emploi en moyenne sur une durée de 10 à 24 ans. D'autres qui sont encore plus anciens, soit 15,1%, ont une expérience de plus de 25 ans. Il s'agit ainsi de longues années d'expériences qu'il y a lieu non seulement de capitaliser mais aussi de transmettre à de jeunes générations pour assurer la relève.

Toutefois, les actifs occupés du milieu urbain, ont en majorité, une expérience de moins 5 ans. Ce qui montre que les plus anciens travailleurs sont sérieusement concurrencés sur le marché du travail par des jeunes qui peuvent bien s'imposer par leurs compétences ou leur profil de formation professionnelle. Ce phénomène peut aussi être expliqué par un exode rural des jeunes des campagnes vers les villes, à la recherche d'un emploi de bonne qualité.

Par contre, en milieu rural, la génération des travailleurs semble vieillissante, avec 51,5% qui ont au moins une dizaine d'années d'expériences. En particulier, 18,5% des travailleurs dans ce milieu ont plus de 25 ans d'expériences, contre seulement 10,4% en milieu urbain.

En considérant le sexe, la génération des femmes actives occupées semble jeune que celle des hommes. En effet, les premières assurent la relève avec 57,8% d'entre elles qui ont moins de 10 années d'expériences. Tandis que 49,2% des travailleurs de sexe masculin assurent ont plus de 10 années d'expériences.

Tableau 19 : Répartition en % des actifs occupés selon le nombre d'années effectués dans l'emploi principal

	Nombre d'années dans l'emploi principal					Total
	Moins de 5 ans	5 à 9 ans	10 à 14 ans	15 à 24 ans	25 ans et plus	
<b>Région ou Ile</b>						
Moroni	39,5	25,6	15,6	11,9	7,3	100,0
Ngazidja	27,0	18,6	17,7	17,0	19,6	100,0
Ndzouani	36,6	17,7	16,2	14,1	15,3	100,0
Mwali	45,0	17,6	17,9	10,2	9,2	100,0
<b>Milieu de résidence</b>						
Urbain	39,2	21,1	16,9	12,3	10,4	100,0
Rural	29,9	18,5	16,8	16,3	18,5	100,0
<b>Sexe</b>						
Masculin	31,1	19,7	18,2	14,7	16,4	100,0
Féminin	38,3	19,5	14,6	14,6	13,1	100,0
<b>Total</b>	<b>33,8</b>	<b>19,6</b>	<b>16,8</b>	<b>14,6</b>	<b>15,1</b>	<b>100,0</b>

Source : Enquête sur l'emploi et le secteur informel aux Comores, 2013, INSEED

#### 4.6.2 Saisonnalité de l'emploi

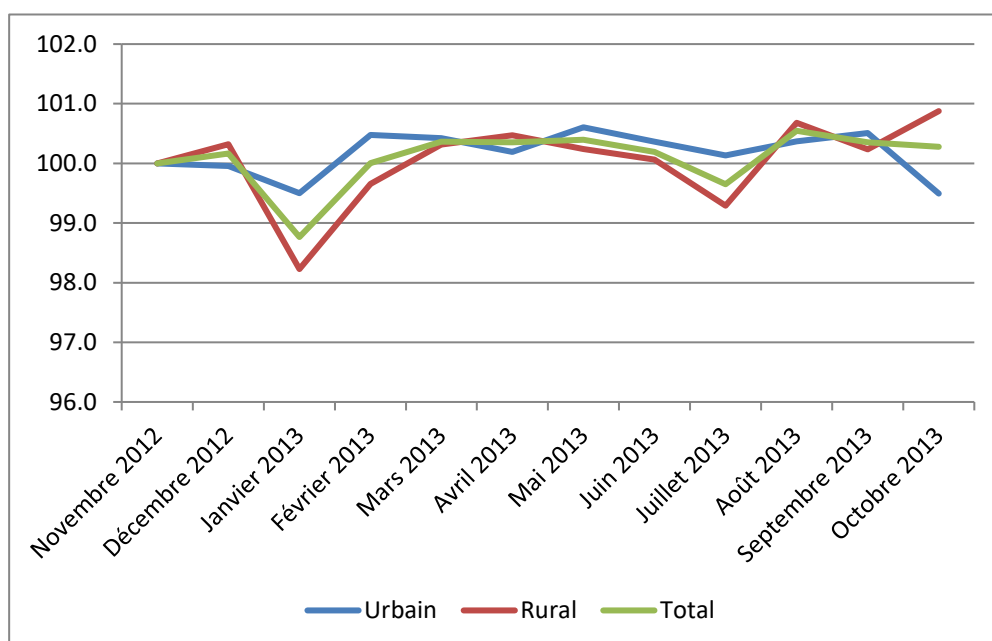
L'indice du niveau de l'emploi pour un mois donné sur la période de novembre 2012 à octobre 2013, est calculé en rapportant le nombre d'emplois mesurés au cours de ce mois à celui du mois précédent. Le mois de novembre 2012 est considéré période de base avec un indice qui vaut 100.

Dans l'ensemble, l'emploi connaît une saisonnalité aux Comores. Ainsi, le niveau de l'emploi connaît une hausse en novembre et décembre 2012, avant de baisser en janvier 2013. Les activités sont ensuite relancées à partir de février 2013, puis connaissent un rythme stable jusqu'au mois de juin 2013. Un léger ralentissement est observé jusqu'en fin juillet 2013, suivi d'une augmentation du niveau de l'emploi et sa stabilité sur la période d'août à octobre 2013.

La saisonnalité du niveau de l'emploi est observé surtout en milieu rural, avec des périodes creuses en janvier puis en juillet et une légère inflexion de la courbe en septembre. Le niveau de l'emploi est plus stable entre les mois de janvier et juillet.

En tenant compte des îles, il n'y a pratiquement pas de saisonnalité de l'emploi à Moroni et à Mwali, avec des valeurs indiciaires qui ne s'écartent pas de la valeur 100. Par ailleurs, Par contre, dans le reste de Ngazidja, cet indice a légèrement diminué pour une longue période allant de janvier à juillet 2013. La saisonnalité de l'emploi est surtout observée dans l'île de Ndzouani, avec une baisse d'activités entre décembre et janvier, suivie d'une forte reprise entre février et mars, puis d'une baisse légère mais progressive jusqu'en juillet 2013, où l'indice passe de nouveau sous la barre de 100.

Graphique 3 : Indice mensuel du niveau de l'emploi entre novembre 2012 et octobre 2013



Source : Enquête sur l'emploi et le secteur informel aux Comores, 2013, INSEED

#### 4.6.3 Mobilité dans l'emploi

La mobilité dans l'emploi est d'autant plus important que les conditions de travail ne sont pas meilleures. Dans l'ensemble, 10% des personnes âgées de 15 ans et plus ont changé d'emploi. Ce taux est plus élevé à

Ndzouani (15,9%) et à Mwali (9,9%). La mobilité dans l'emploi n'est pas forcément influencée par le milieu de résidence. En effet, la proportion des personnes ayant quitté un emploi antérieur en milieu rural a atteint 10,5% contre 9,5% en milieu urbain. Par contre la mobilité frappe beaucoup plus les hommes (12,5%) que les femmes (7,6%).

Les motifs de cette mobilité sont divers. Ainsi, une large majorité des personnes âgées de 15 ans et plus (15,2%), quitte un emploi pour des raisons familiales, suivi de 11,5% pour licenciement ou faillite et 11,6% pour un travail plus intéressant. En particulier, une proportion importante des personnes âgées de 15 ans et plus à Ndzouani quittent un emploi antérieur pour se consacrer à la famille (20,3%) et 13,8% pour des raisons de licenciement ou de faillite de l'entreprise.

Pour la ville de Moroni, c'est pour « un travail plus intéressant » que 19,3% de personnes âgées de 15 ans ou plus, ont quitté leur emploi antérieur, tandis que 16,6% évoquent des raisons de famille et 10% soutiennent le motif de meilleures conditions de travail.

Les raisons de famille pour justifier la mobilité dans l'emploi, sont aussi bien évoquées par 15,1% des personnes en âge de travailler en milieu urbain que par 15,3% de celles qui sont en milieu rural. D'autres raisons importantes dans ces deux milieux respectifs, sont le licenciement ou la faillite et la recherche d'un travail plus intéressant.

La mobilité des femmes dans l'emploi est surtout motivée par des raisons familiales (15,7%), alors les motifs sont assez variés pour justifier la mobilité des hommes.

Tableau 21 : Pourcentage de personnes âgées de 15 ou plus ayant quitté un emploi antérieur et les raisons liées

	Strate				Milieu de résidence		Sexe		Total
	Moroni	Reste de Ngazidja	Ndzouani	Mwali	Urbain	Rural	Masculin	Féminin	
Personnes âgées de 15 ans plus ayant eu un emploi antérieur (%)	5,3	6,5	15,9	9,9	9,5	10,3	12,5	7,6	10,0
<b>Motif de libération de l'emploi antérieur (%)</b>									
Retraite	6,5	6,9	8,8	8,2	11,5	5,7	9,8	5,5	8,1
Licenciement, faillite	8,7	7,5	13,8	10,4	12,3	11,0	14,4	7,2	11,5
Famille	16,6	4,0	20,3	6,7	15,1	15,3	14,9	15,7	15,2
Restructuration	6,5	1,8	6,6	9,3	5,5	5,6	6,3	4,5	5,6
Pour une meilleure rémunération	5,2	6,2	6,3	12,5	7,1	6,1	7,2	5,6	6,5
Pour meilleures conditions de travail	10,0	3,6	4,8	12,9	9,6	2,7	6,6	3,9	5,5
Pour un travail plus intéressant	19,3	13,4	9,8	8,8	11,2	11,9	14,5	7,3	11,6
Autre	27,2	56,4	29,6	31,2	27,8	41,5	26,3	50,4	36,0
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

**Source :** Enquête sur l'emploi et le secteur informel aux Comores, 2013, INSEED

#### 4.6.4 Mobilité dans l'emploi et dans l'activité

La mobilité dans l'emploi et dans l'activité est un phénomène courant aux Comores. D'après les résultats de l'enquête, 10,4% des actifs occupés ont eu à quitter un emploi antérieur. Cette mobilité dans l'emploi est surtout observée à Ndzouani (17,8%) et chez les hommes (13,3%). Par ailleurs, parmi les actifs occupés qui ont changé d'emploi, 91,6% préfèrent aussi changer de métier, tandis qu'une proportion importante de 88,3% ont opéré un changement d'activité. Il résulte de cette analyse que le changement de l'emploi est souvent lié à la question de l'adéquation de la formation de l'individu avec le métier qu'il exerce ou dans la branche d'activité qu'il travaille.

L'île de Ndzouani représente la plus forte proportion d'actifs occupés ayant changé de métier (93,0%) contre 90,4% à Ngazidja (non compris Moroni) et 86,6% à Mwali. Pour ceux qui ont changé d'activité, la situation est identique dans chaque strate (89% d'actifs) à l'exception de l'île de Mwali, avec le faible taux de 80,4%. Les taux de changement de métier et d'activité sont légèrement supérieurs en milieu rural (respectivement 92,2% et 88,9%) qu'en milieu urbain. Enfin, on constate une légère prédominance des hommes parmi ceux qui changent à la fois de métier (92,0%) que d'activité (88,9%) par rapport aux femmes dont les taux sont respectivement de 89,9% et 85,9%.

**Tableau 22 : Mobilité dans l'emploi et dans l'activité**

	Actifs occupé ayant eu un emploi antérieur (%)	% d'actifs occupés ayant changé de métier	% d'actifs occupés ayant changé d'activité
<b>Région ou Ile</b>			
Moroni	6,5	89,8	88,2
Reste de Ngazidja	5,6	90,4	89,0
Ndzouani	17,8	93,0	89,0
Mwali	13,0	86,6	80,4
<b>Milieu de résidence</b>			
Urbain	10,3	90,8	87,4
Rural	10,4	92,2	88,9
<b>Sexe</b>			
Masculin	13,3	92,0	88,9
Féminin	5,6	89,9	85,9
<b>Total</b>	<b>10,4</b>	<b>91,6</b>	<b>88,3</b>

**Source :** Enquête sur l'emploi et le secteur informel aux Comores, 2013, INSEED

### 4.7 Revenu du travail et ses principales caractéristiques

#### 4.7.1 Analyse du revenu mensuel

Le niveau d'éducation de la main-d'œuvre est faible aux Comores. La moyenne nationale est de 9 années d'études suivies avec succès. A ce niveau d'éducation faible est lié néanmoins, un revenu acceptable de 82 000 KMF par mois. La catégorie socioprofessionnelle des actifs occupés est cohérente avec le niveau d'éducation ou ce qui est généralement appelé investissement en capital humain et celui du revenu, exception faite des employeurs du secteur informel qui ont réussi 8 ans d'études et gagnent 111 000 KMF en moyenne par mois.

Ainsi, le niveau moyen d'éducation des cadres supérieurs, ingénieurs et assimilés, est de 16 années, contre 6 années pour les aides familiales. Il en va de même pour le niveau de leur revenu annuel. Les



premiers ont un revenu moyen mensuel de 155 000 KMF, tandis que les seconds gagnent à peine 62 000 KMF.

Du point de vue des branches d'activités, les travailleurs qui ont un niveau d'éducation élevé se retrouvent dans le secteur des services avec une moyenne de 11 années d'études, le commerce vient en deuxième position (8 années), suivie de l'industrie (7 années) et l'agriculture en dernière position (6 années). De nouveau, le revenu de l'emploi est en relation positive avec le niveau de formation.

Selon les secteurs institutionnels, ceux qui ont un niveau élevé d'éducation, sont enrôlés par l'administration publique, l'entreprise publique et parapublique et le secteur privé formel. Le niveau d'études des actifs occupés par ces trois secteurs respectifs est de 13, 11 et 10 ans. Les secteurs privé informel et du ménage accueillent les actifs possédant le plus faible niveau de formation.

Pour ce qui est des rémunérations dans ces secteurs institutionnels, l'administration publique paie mieux que les autres secteurs. Un agent de la fonction publique, avec un niveau d'études de 13 ans, perçoit un salaire mensuel de 132 000 KMF, tandis qu'un travailleur perçoit dans le secteur informel, un revenu de 70 000 KMF et 63 000 KMF dans le secteur des ménages.

Les hommes et les femmes actifs occupés, possèdent pratiquement un même niveau d'études, avec néanmoins un écart important entre leur revenu, au profit des premiers. En effet, les hommes perçoivent en moyenne, un revenu de 87 000 KMF contre 72 000 KMF pour les femmes.

**Tableau 23 : Revenu mensuel moyen (1000 KMF) et nombre moyenne d'années d'études selon le sexe, la CSP et l'activité**

	Nombre moyen d'années d'études avec succès	Revenu mensuel (en 1000 KMF)
<b>Catégorie socioprofessionnelle</b>		
Cadre supérieur, ingénieur et assimilé	16	155
Cadre moyen, agent de maîtrise	14	138
Employé/ouvrier qualifié	9	119
Employé/ouvrier semi qualifié	8	73
Manœuvre	6	62
Apprenti ou stagiaire payé	8	36
Employeur	8	111
Travailleur pour compte propre	7	66
Aide-familial	6	62
<b>Branche d'activité</b>		
Agriculture	6	62
Industrie	7	76
Commerce	8	84
Service	11	111
<b>Secteur institutionnel</b>		
Administration publique	13	132
Entreprise publique et parapublique	11	124
Secteur privé formel	10	116
Secteur privé Informel	7	70
Ménage	6	63
<b>Sexe</b>		
Masculin	9	87
Féminin	9	72
Total	9	82

**Source :** Enquête sur l'emploi et le secteur informel aux Comores, 2013, INSEED

#### 4.7.2 Taux de bas salaire et taux de salaire inférieur au SMIG

Par définition, le taux de bas salaire est le pourcentage des travailleurs dont le revenu horaire est inférieur au deux tiers du revenu horaire médian.. Le taux de salaire inférieur au SMIG par contre se définit comme le rapport du nombre de salariés qui gagnent moins du SMIG à la population active occupée. Le revenu horaire médian est estimé à 349 KMF à partir des données de l'EESIC. Par contre, une proposition de SMIG est actuellement à l'étude et est fixée à 35 000 KMF par mois.

Les résultats ci-dessous montrent que dans l'ensemble, 26,8% des travailleurs perçoivent un bas salaire, tandis que 24,1% gagnent un revenu mensuel inférieur au SMIG.

Selon la catégorie socio professionnelle, on observe une prédominance des catégories des « apprentis ou stagiaires payés » et des « aides familiaux qui perçoivent de bas salaire (60,3% respectivement 48,8%). Par contre, une petite minorité des cadres supérieurs (3,5%) et des cadres moyens (4,4%) gagnent de bas salaires. Ceux qui gagnent moins du SMIG sont aussi très nombreux dans les mêmes catégories des apprentis et aides familiaux (67,7% respectivement 52,6%). Dans la catégorie des cadres supérieurs par contre, on retrouve une très petite proportion (1,7%) qui touche un salaire inférieur au SMIG. Il s'agit probablement pour ce dernier cas, des cadres qui exercent leur activité d'une manière occasionnelle et temporaire.

C'est dans le commerce que les employés à bas salaires (43%) et de revenu inférieur au SMIG (33,6%) sont relativement plus nombreux. Par contre la situation salariale semble s'améliorer dans la branche des services, avec une proportion moins élevée d'employés à bas salaire (21,5%) mais aussi de salaire inférieur au SMIG (13,6%).

Dans l'administration publique et les entreprises publiques et parapubliques, le taux de salaire est fixé par arrêté de la fonction publique, en fonction du nombre d'années d'études effectuées par les agents. Ainsi, le nombre moins élevé d'agents à bas salaire (respectivement 11,6% et 12,7%) serait lié à leur niveau d'instruction, tandis que les proportions respectives de 6,8% et 8,7% des travailleurs qui gagnent un salaire inférieur au SMIG, pourront être expliquées par le caractère probablement temporaire des emplois qu'ils exercent..

Dans la plupart des autres secteurs notamment, les secteurs privé formel et privé informel, on enregistre des taux bas salaires élevés, soient respectivement 30,0% et 34,5%. Dans ces secteurs le taux de salaire est souvent fixé au bon vouloir de l'employeur et le plus souvent sans tenir compte de la conjoncture économique et financière du pays. Par ailleurs, la proportion des travailleurs qui ont un bas salaire, est pratiquement la même pour les hommes (27,1%) et les femmes (26,5%). Toutefois, les femmes sont relativement plus nombreuses (27,5%) à gagner un revenu inférieur au SMIG. Ce taux est de 22,2% chez les hommes.

**Tableau 24 : Taux de bas salaire selon le sexe, la CSP, le secteur institutionnel et l'activité**

	Taux de bas salaire (%)	Taux de salaire inférieur au SMIG (%)
<b>Catégorie socioprofessionnelle</b>		
Cadre supérieur, ingénieur et assimilé	3,5	1,7
Cadre moyen, agent de maîtrise	4,4	4,1
Employé/ouvrier qualifié	19,8	8,3
Employé/ouvrier semi qualifié	37,1	26,9
Manœuvre	34,4	28,7
Apprenti ou stagiaire payé	60,3	67,7
Employeur	26,7	19,8
Travailleur pour compte propre	29,0	28,7
Aide-familial	48,8	52,6
<b>Branche d'activité</b>		
Agriculture	24,9	27,4
Industrie	27,6	27,6
Commerce	43,0	33,6
Service	21,5	13,6
<b>Secteur institutionnel</b>		
Administration publique	11,6	6,8
Entreprise publique et parapublique	12,7	8,7
Secteur privé formel	31,6	12,3
Secteur privé Informel	30,0	27,9
Ménage	34,5	37,5
<b>Sexe</b>		
Masculin	27,1	22,2
Féminin	26,5	27,5
<b>Total</b>	<b>26,8</b>	24,1

**Source :** Enquête sur l'emploi et le secteur informel aux Comores, 2013, INSEED

## 4.8 Conditions d'activités

### 4.8.1 Sous emploi lié à la durée

Dans le contexte économique des pays africains, l'appréciation de la qualité du marché du travail, ne peut être mesurée à l'aide d'un seul indicateur. Au contraire, il faut disposer d'une série d'indicateurs pour une analyse pertinente des possibilités d'emploi. Par ailleurs, la plupart des pays africains obtiennent un faible taux de chômage au niveau national en respectant strictement les critères définis par l'OIT. C'est donc un indicateur très critiqué et qui n'aide pas forcément dans les orientations des politiques d'emploi.

Ainsi, l'analyse du taux de chômage, est généralement complétée par celle sur le sous emploi qui traduit un déséquilibre possible du marché du travail. Au sens de l'enquête, il a été retenu que les personnes qui

travaillent moins de 35 heures par semaine contre leur souhait, sont en situation de sous emploi lié à la durée.

Aux Comores, le taux de sous emploi lié à la durée est estimé à 5,3%. Ce taux est beaucoup plus faible par rapport au taux de chômage (strict ou élargi). Ce taux varie suivant les régions ou îles, le milieu de résidence et le sexe. Le phénomène est plus présent à Moroni et à Ndzouani dont les taux sont respectivement de 8,2% et 7,2%. Par ailleurs, le milieu urbain (6,8%) est plus touché que le milieu rural (4,2%). De même, les hommes sont plus exposés au sous emploi (5,6%) que les femmes (4,8%).

#### 4.8.2 Salarisation

Le taux de salarisation se définit comme le rapport du nombre de salariés à la population active occupée. Dans l'ensemble du pays, ce taux est estimé à 29,2%.

il est plus élevé dans la capitale Moroni (46,8%) et à Mwali (43,4%). Pour la ville de Moroni, l'explication possible est la forte présence de l'administration publique et des unités de production formelles qui offrent des emplois dépendants. Cette deuxième explication est aussi possible pour justifier l'amélioration du taux de salarisation dans l'île de Mwali qui s'industrialise.

Le milieu urbain subit le même effet de l'exode rural que la capitale Moroni. Ainsi, 41,5% des salariés résident en milieu urbain contre 20,4% en milieu rural. Ce taux est aussi plus élevé pour les hommes (32,4%), contre 24,2% pour les femmes.

**Tableau 25 : Indicateurs des conditions d'activités sur le marché du travail**

	Taux de sous emploi lié à la durée	Taux de salarisation	Taux de syndicalisation
<b>Région ou Ile</b>			
Moroni	8,2	46,8	1,0
Reste de Ngazidja	2,4	24,3	1,0
Ndzouani	7,2	22,6	,8
Mwali	5,0	43,4	1,4
<b>Milieu de résidence</b>			
Urbain	6,8	41,5	,9
Rural	4,2	20,4	1,0
<b>Sexe</b>			
Masculin	5,6	32,3	1,1
Féminin	4,8	24,2	,8
Total	5,3	29,2	1,0

**Source :** Enquête sur l'emploi et le secteur informel aux Comores, 2013, INSEED

#### 4.8.3 Syndicalisation

Dans son agenda du travail décent, l'Organisation Internationale de Travail (OIT) rassemble dans le concept du travail décent, les objectifs de droits au travail (1), des possibilités d'emploi (2), de la protection sociale (3) et du dialogue social (4). Ce concept est fondé sur l'idée que le travail est source de dignité personnelle,

de stabilité familiale, de paix dans la communauté, de démocratie et de croissance économique qui augmente les possibilités d'emplois productifs et de développement d'entreprises. Ainsi, le dialogue social et la représentation des travailleurs et des employeurs, à travers le syndicat ou le patronat, constituent le quatrième pilier du travail décent. D'après l'Organisation internationale du travail (OIT, 2012), les taux de syndicalisation sont généralement bas en Afrique. Les Comores n'échappent pas à ce constat avec un taux de syndicalisation très faible de 1%. Ce taux est légèrement élevé à Mwali (1,4%) comparativement aux îles de Ngazidja (1%) et de Ndzuani (0,8%). Par ailleurs, il n'existe pas de disparités significatives entre le milieu urbain (1,0%) et le milieu rural (0,8%). Par contre, l'adhésion des hommes au syndicat est importante (1,1%) que celle des femmes (0,8%).

## 5. Caractéristiques des emplois et branches/créneaux porteurs en matière d'emploi

### 5.1 Principaux acteurs de l'offre d'emplois aux Comores

Les unités de production du secteur privé informel produisent des biens et services destinés au marché. Elles sont cependant caractérisées par le fait qu'elles ne sont pas enregistrées dans un registre administratif ou qu'elles ne disposent pas de comptabilité formelle. Aux Comores, Quels que soient l'île, le milieu de résidence et le genre, la structure des emplois par secteur institutionnel montre que le secteur informel est dominant avec 73,% des emplois créés. Il est suivi de très loin par le secteur public qui a créé 14,9% des emplois. Le secteur privé formel est très peu développé et ne représente que 2,3% du total des emplois.

Tableau 26 : Principaux acteurs de l'offre d'emploi aux Comores

	Région ou île				Milieu de résidence		Sexe		Total
	Moroni	Reste de Ngazidja	Ndzouani	Mwali	Urbain	Rural	Masculin	Féminin	
<b>Secteur privé formel</b>									
initiative privée	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
autre acteur	4,7	2,4	0,8	2,4	3,5	1,4	2,8	1,6	2,3
Ensemble	4,8	2,4	0,8	2,4	3,5	1,4	2,8	1,6	2,3
<b>Secteur privé Informel</b>									
initiative privée	22,9	40,5	35,3	23,8	26,2	40,1	29,9	41,5	34,3
autre acteur	37,6	40,1	38,8	33,8	37,4	39,8	40,3	36,4	38,8
Ensemble	60,5	80,6	74,1	57,6	63,6	79,9	70,1	77,9	73,1
Administration publique	24,4	10,5	12,8	26,0	22,9	9,1	15,7	13,6	14,9
Entreprise publique et parapublique	5,4	3,0	3,1	5,1	4,4	3,0	4,4	2,3	3,6
Ménage employeur	4,8	3,6	9,2	9,0	5,5	6,5	7,0	4,6	6,1
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

**Source :** Enquête sur l'emploi et le secteur informel aux Comores, 2013, INSEED

Cette structure des emplois, est similaire au niveau des trois îles de l'Union avec une prépondérance du secteur privé informel dans le reste du Ngazidja qui crée quatre emplois sur cinq (80,6%). Par contre, à Mwali, on observe le niveau de le plus bas des emplois privés informels (57,6%).

Le milieu rural également est caractérisé par une prédominance du secteur informel (79,9%) dans l'emploi alors qu'en milieu urbain, ce pourcentage atteint seulement 63,6%. Le secteur formel (public, privé) qui est supposé fournir de meilleures conditions d'activité est plus caractéristique du milieu urbain que du milieu rural.

Les hommes autant que les femmes exercent en majorité (plus de 7 actifs occupés sur 10) dans le secteur informel. On observe néanmoins, une disparité non négligeable entre les hommes et les femmes, avec des proportions respectives de 70,1% et 77,9%. Par ailleurs, malgré la faible part des emplois qui sont créés par les secteurs public et privé formel, les hommes sont relativement plus présents que les femmes. Ainsi, 15,7% et 2,8% d'hommes exercent leur emploi respectivement dans ces deux secteurs, contre des taux respectifs de 13,6% et 1,6% chez les femmes.

## **5.2 Analyse par secteurs institutionnels**

Dans la partie précédente, l'analyse a porté sur les secteurs institutionnels dans lesquels les actifs occupés sont employés. Il sera analysé dans la présente partie, les branches d'activité pourvoyeuses d'emplois dans chaque secteur institutionnel.

### **5.2.1 Caractéristiques de l'emploi dans le secteur public et parapublic**

Le secteur public et parapublic, à titre de rappel, emploie 18,5% des actifs occupés. D'après l'enquête, plus de 8 sur 10 employés dans ce secteur, exercent des activités dans la branche « autre service (administration, etc.) », tandis que la branche « poste et télécommunication » absorbe 5,2% des actifs. Les autres branches se partagent le reste des actifs occupés, en particulier la branche des BTP et constructions utilise 2,9% des actifs occupés dans le secteur public et parapublic.

Dans l'ensemble, 32,5% des actifs de ce secteur, sont des femmes. Elles sont représentées dans plusieurs branches d'activités, telles que l'industrie extractive (41,9% des actifs occupés dans la branche), la production d'électricité et du gaz (35,3%), le commerce de détail (95,5%), l'hôtel et restaurant (43,8%), les services aux ménages (54,8%) et l'administration (35,8%).

Le secteur public et parapublic emploie beaucoup de jeunes de 15-35 ans, soit 38,1% de ses actifs occupés. Ils font plus de la moitié des effectifs des travailleurs dans les branches telles que la fabrication d'article habillement, la production d'électricité et du gaz, le commerce véhicules, moto et accessoires, le commerce de détail, l'hôtel et restaurant et les services aux ménages. Par ailleurs, 37,9% des travailleurs dans l'administration publique sont des jeunes de 15-35 ans.

Le revenu moyen mensuel dans ce secteur est de 130 000 KMF, avec une forte variabilité d'une activité à une autre. Ce revenu est plus élevé dans les activités d'industries extractives et le commerce de gros où il atteint respectivement 167 000 KMF et 149 000 KMF, contre 37 000 KMF dans les activités de pêche.

Le nombre moyen d'années d'étude réussies est respectivement de 13 ans d'une façon générale, et reste plus bas dans les activités d'élevage et de services aux ménages où cette moyenne atteint respectivement 5

et 8 ans. Quant à la durée moyenne dans l'emploi, elle est de 2 ans avec un maximum de 4 ans dans les activités d'agriculture, de l'élevage et de la sylviculture. Il en résulte que ce secteur emploie beaucoup de jeunes personnes qui n'ont pas encore consolidé leur expériences.

Tableau 27 : principales caractéristiques des actifs du secteur public et parapublic

	Effectif des emplois		% de femmes	% de jeunes de 15-35 ans	Revenu mensuel moyen (1000 KMF)	Durée moyenne d'études (en années)	Durée moyenne dans l'emploi (en années)
	Absolu	%					
agriculture	267	0,8	0,0	22,5	86	11	4
Elevage, chasse	90	0,3	0,0	0,0	124	5	4
Sylviculture	46	0,1	8,5	17,9	83	16	4
Pêche, pisciculture, aquaculture	109	0,3	0,0	23,9	37	11	2
Agro-alimentation	0	0,0	0,0	0,0	0	0	0
Fabrication article habillement	88	0,3	100,0	100,0	.	9	3
Industrie extractive	114	0,4	41,9	0,0	167	13	2
Btp, construction	925	2,9	0,0	37,3	117	7	2
Production d'électricité et du gaz	511	1,6	35,3	65,0	143	12	2
Captage, traitement et distribution d'eau	147	0,5	0,0	35,6	103	11	2
Assainissement et traitement des déchets	0	0,0	0,0	0,0	0	0	0
Autres industries	403	1,3	13,7	35,5	133	9	2
Commerce véhicules, moto et accessoires	86	0,3	0,0	77,7	99	7	1
Commerce de détail	105	0,3	95,5	73,1	112	14	1
Commerce de gros	9	0,0	0,0	0,0	149	16	1
Services de réparation industrielle	106	0,3	0,0	0,0	59	9	3
Autres services de réparation	13	0,0	41,5	31,4	97	14	2
Hôtels et restaurants	122	0,4	43,8	55,6	118	10	2
Transport	1225	3,8	10,7	39,6	139	9	2
Poste, informations et télécommunication	1662	5,2	22,6	34,7	122	13	2
Services aux ménages	200	0,6	58,3	54,8	91	8	2
Autres services (administration, etc)	25939	80,6	35,8	37,9	132	13	2
Ensemble	32167	100,0	32,5	38,1	130	13	2

Source : Enquête sur l'emploi et le secteur informel aux Comores, 2013, INSEED

### 5.2.2 Caractéristiques des chefs d'unité de production informelles

En 2013, on estime à 93 506 personnes dans l'emploi principal, le nombre de chefs d'unités de production informelles (UPI) aux Comores, dont 42 698 femmes, soit une proportion de 45,7%. Par contre, ceux qui exercent dans le secteur informel, une activité secondaire en qualité de chefs d'UPI, sont au nombre de

12 145 personnes. En considérant les deux types d'activités, le nombre moyen de chef d'UPI par ménage peut être estimé à 0,7. En d'autres termes, il est probable d'avoir dans 100 ménages, 70 chefs d'UPI. Dans ce secteur, les emplois des hommes sont relativement plus nombreux que ceux des femmes.

Le secteur informel est dominé par l'agriculture qui occupe 50,7% et 43,5% des chefs d'UPI respectivement en activités principale et secondaire.. Par ailleurs, l'agriculture, l'élevage et la pêche regroupent à eux seuls 59,8% des chefs d'UPI en activité principale. En plus du secteur d'activités primaires, les branches de commerce de détail et de fabrication d'articles d'habillement pourvoient respectivement à 15,7% et 7,2% des emplois principaux dans le secteur privé informel.

Tableau 29 : Répartition des chefs d'unité de production informelle par sexe et type d'activité

Type d'activités	Activité principale			Activité secondaire		
	Masculin	Féminin	Total	Masculin	Féminin	Total
Effectif absolu	50 808	42 698	93 506	7 666	4 479	12 145
%	54,3	45,7	100,0	63,1	36,9	100,0
Nombre moyen de chef d'UPI par ménage	0,3	0,3	0,6	0,1	0,0	0,1
Agriculture	52,8	48,2	50,7	38,8	51,6	43,5
Elevage, chasse	5,7	1,1	3,6	31,7	12,0	24,5
Sylviculture	0,3	0,1	0,2	0,1	0,0	0,1
Pêche, pisciculture, aquaculture	9,7	0,5	5,5	2,6	0,0	1,7
Agro-alimentation	0,8	3,1	1,8	0,0	6,5	2,4
Fabrication article habillement	2,1	13,2	7,2	0,6	15,3	6,0
Industrie extractive	0,1	0,3	0,2	0,0	0,0	0,0
Btp, construction	4,8	0,2	2,7	14,3	0,0	9,1
Production d'électricité et du gaz	0,1		0,1	0,0	0,0	0,0
Captage, traitement et distribution d'eau	0,2		0,1	0,0	0,0	0,0
Assainissement et traitement des déchets						
Autres industries	3,9	0,5	2,3	3,6	0,9	2,6
Commerce véhicules, moto et accessoires	1,3	0,4	0,9	0,4	0,0	0,3
Commerce de détail	9,7	22,7	15,7	3,2	5,8	4,2
Commerce de gros	2,7	4,9	3,7	0,1	1,4	0,5
Services de réparation industrielle	0,3		0,2	0,0	0,0	0,0
Autres services de réparation	0,1		0,0	0,0	0,0	0,0
Hôtels et restaurants	0,7	1,1	0,9	0,0	1,5	0,5
Transport	2,7	0,3	1,6	1,1	0,0	0,7
Poste, informations et télécommunication	0,5	1,7	1,0	0,6	0,0	0,4
Services aux ménages	0,2	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
Services de réparation	1,4	1,6	1,5	2,7	5,0	3,5
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Source

**Source :** Enquête sur l'emploi et le secteur informel aux Comores, 2013, INSEED



### 5.2.3 Caractéristiques de l'emploi dans le secteur privé informel

A titre de rappel, les 93 506 chefs d'UPI emploient au total 126 754 actifs dont 40,4% des femmes. Plus de quatre actifs sur dix (40,8%) opèrent dans l'agriculture.

Les jeunes de 15-35 ans occupent 39,4% des emplois. Ils sont représentés à plus de 40% dans presque toutes les branches d'activités, à l'exception de dans l'agriculture, l'élevage et chasse, la sylviculture, la pêche, pisciculture et aquaculture, l'industrie extractive, l'assainissement et traitement des déchets, le commerce de gros et les services aux ménages.

La mesure des revenus dans le secteur informel pose de redoutables problèmes d'estimation et d'interprétation. En effet, outre les difficultés à obtenir des données fiables, faute de comptabilité écrite ou de bulletin de paie, c'est surtout la diversité des statuts des employés qui rend délicat les estimations. D'après les résultats de l'enquête, dans **l'ensemble, , le revenu mensuel moyen dans le secteur informel, est de 70 000 KMF**. Ce revenu est de 2 fois supérieur au salaire minimum, fixé à 35 000 KMF.

Par ailleurs, il existe plusieurs branches d'activités dans ce secteur, où les revenus des travailleurs sont bien améliorés. La plus importante est la branche hôtel et restaurant qui paie une rémunération moyenne de 100 000 KMF à un travailleur.

Tableau 30 : Principales caractéristiques des actifs occupés dans le secteur privé informel

	Effectif des emplois		% de femmes	% de jeunes de 15-35 ans	Revenu mensuel moyen (1000 KMF)	Durée moyenne d'études	Durée moyenne dans l'emploi
	Absolu	%					
agriculture	51736	40,8	43,6	24,7	61	6	3
Elevage, chasse	4575	3,6	12,1	29,0	75	7	3
Sylviculture	279	,2	18,2	25,6	32	12	3
Pêche, pisciculture, aquaculture	7102	5,6	5,2	37,5	61	6	3
Agro-alimentation	2098	1,7	66,7	44,8	48	8	2
Fabrication article habillement	8845	7,0	84,5	64,2	61	6	2
Industrie extractive	249	,2	46,6	18,3	82	8	2
Btp, construction	9278	7,3	4,1	57,9	88	6	2
Production d'électricité et du gaz	154	,1	36,6	100,0	44	12	1
Captage, traitement et distribution d'eau	292	,2	1,5	54,6	56	9	2
Assainissement et traitement des déchets	9	,0	0,0	,0	25	1	1
Autres industries	3641	2,9	9,9	57,8	73	6	2
Commerce véhicules, moto et accessoires	1834	1,4	9,4	70,5	60	7	2
Commerce de détail	16402	12,9	64,4	46,5	89	8	2
Commerce de gros	4189	3,3	54,7	39,4	67	8	2
Services de réparation industrielle	144	,1	0,0	63,1	43	11	2
Autres services de réparation	92	,1	0,0	45,9	65	8	2
Hôtels et restaurants	1499	1,2	53,8	54,7	100	8	2
Transport	6023	4,8	4,5	53,7	82	6	2
Poste, informations et télécommunication	1106	,9	71,2	72,7	47	9	2
Services aux ménages	606	,5	52,7	29,4	55	7	2
Services de réparation	6601	5,2	40,1	44,5	86	12	2
<b>Ensemble</b>	<b>126 754</b>	<b>100</b>	<b>40,4</b>	<b>39,4</b>	<b>70</b>	<b>7</b>	<b>3</b>

#### 5.2.4 Dynamique des emplois et trappe à précarité

Le statut actuel d'un travailleur ayant déjà eu un antérieur, dépend généralement des atouts et des faiblesses qu'il a connus dans son statut passé. En effet, ceux qui étaient salariés dans leur emploi antérieur, aimeraient avoir le même statut quand ils jugent que c'est un moyen de garantir un revenu stable dans l'emploi. Par contre, ceux qui percevaient un bas salaire, seraient prêts à prendre le risque de devenir indépendants, surtout quand ils sont sûrs d'avoir une compétence à vendre.

Aux Comores, il y a un afflux massif des anciens salariés vers le statut d'indépendant. C'est le cas de 44,4% des travailleurs qui avaient le statut de salarié dans leur emploi antérieur. A l'inverse, un tiers des anciens travailleurs indépendants, a acquis plutôt le statut de salarié dans l'emploi actuel. Ces choix peuvent résulter des raisons qui ont poussé au changement d'emploi. D'après les résultats de l'enquête, le licenciement ou la faillite, les raisons familiales et la recherche d'un travail plus intéressant sont les principaux motifs pour les Comoriens de quitter un emploi. En effet, ceux qui ont vécu antérieurement l'expérience de travailleurs indépendants, notamment dans le secteur informel ou le secteur des ménages et qui gagnaient un faible revenu, sont généralement enclins à la recherche d'un emploi salarié dans lequel ils trouvent plus de stabilité.

Par ailleurs, le statut d'aide familial est le plus instable. La plupart des travailleurs qui ont ce statut dans leur emploi antérieur, deviennent soit des salariés (44,1%) ou des indépendants (43,8%). En d'autres termes, le travailleur Comorien aspire à l'amélioration des conditions de travail et de revenus pour échapper à la trappe de précarité.

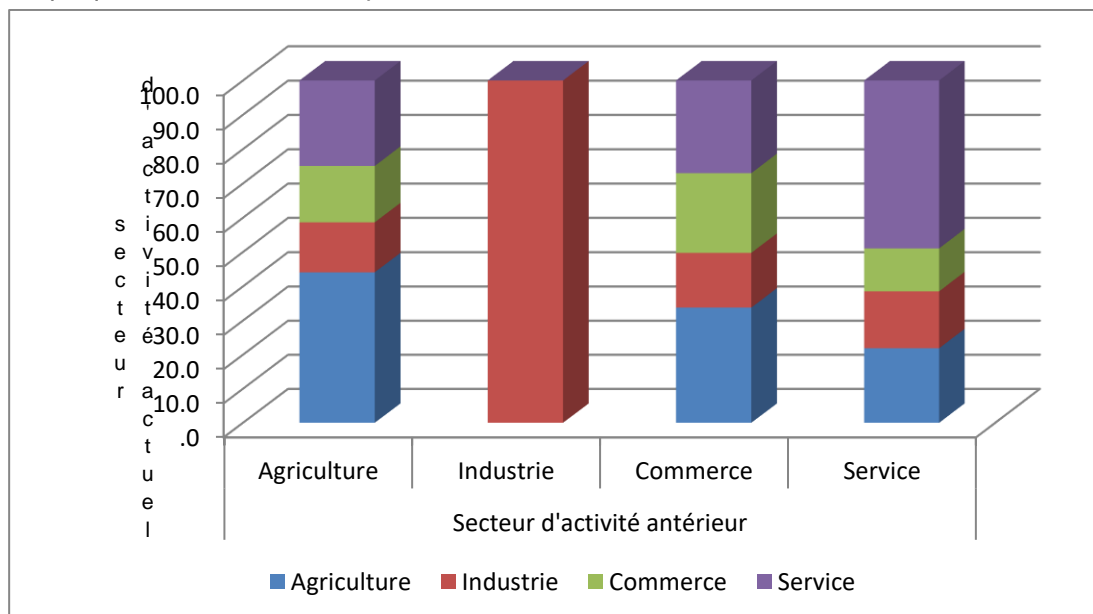
Tableau 31 : Mobilité par statut des actifs ayant quitté un emploi antérieur pour leur emploi actuel

Statut dans l'emploi antérieur	Statut dans l'emploi actuel			Total
	Dépendants salariés	Indépendants	Aides familiaux et assimilés	
Dépendants salariés	48,5	44,4	7,1	100,0
Indépendants	33,5	61,3	5,2	100,0
Aides familiaux et assimilés	44,1	43,8	12,0	100,0
<b>Total</b>	<b>42,7</b>	<b>50,3</b>	<b>7,0</b>	<b>100,0</b>

**Source :** Enquête sur l'emploi et le secteur informel aux Comores, 2013, INSEED

La comparaison de la mobilité dans l'emploi antérieur par secteur d'activité, indique une relative migration des actifs occupés vers les secteurs de l'agriculture et des services. En effet, près de 56% des anciens travailleurs dans le secteur agricole, ont choisi de migrer vers d'autres secteurs, en l'occurrence, 24,9% d'entre eux se retrouvent dans le secteur des services. De même, les anciens travailleurs du secteur commerce, se sont tournés vers le secteur agricole (33,8%) et le secteur des services (27%). Par ailleurs, le secteur agricole récupère 21,9% des travailleurs qui ont eu un emploi antérieur dans le secteur des services. Seul l'ensemble des travailleurs dans le secteur de l'industrie font de l'immobilisme

Graphique : Mobilité dans l'emploi selon le secteur d'activité



## 6. Femmes et marché du travail

Dans cette section, l'hétérogénéité du marché du travail est considérée du point des différents segments existants, basés sur les critères sexuels. Aussi définira-t-on la ségrégation sexuelle comme l'existence d'une inégalité de chance entre les hommes et les femmes d'être sur le marché du travail.

A ce titre, l'indice de ségrégation horizontale permet de mesurer un aspect de la division sexuée du travail, notamment les inégalités dans la répartition des actifs occupés féminins et masculins entre les branches d'activité (secteurs économiques).

### 6.1 *Egalité de chance sur le marché du travail selon le genre*

#### 6.1.1 **Ségrégation horizontale selon le secteur institutionnel**

L'analyse de l'indice de ségrégation horizontale montre que sur l'ensemble des 22 branches d'activité, les femmes sont sous-représentées que les hommes dans 11 branches. Les femmes sont quasi absentes dans les branches «Pêche, pisciculture, aquaculture», «Btp, construction», «Captage, traitement et distribution d'eau », «Assainissement et traitement des déchets», «Commerce véhicules, moto et accessoires », « Services de réparation industrielle » et « Transport » avec respectivement un indice inférieur à 0,5.

Cependant, dans les branches «agriculture », «Agro-alimentation», «Fabrication article habillement», «Industrie extractive» et «Commerce de détail », « Commerce de gros », « Hôtels et restaurants » et «Services aux ménages », elles sont plus représentées, parvenant parfois à un indice de ségrégation de 2,3.

**Tableau 32 : Indice de ségrégation horizontale suivant les secteurs institutionnels**

	Secteur institutionnel de l'emploi principal				Total
	Administration publique	Entreprise publique et parapublique	Secteur privé formel	Secteur privé Informel	
agriculture	0,0	0,0	0,0	1,1	1,1
Elevage, chasse		0,0	0,0	0,3	0,3
Sylviculture	0,1		3,8	0,5	0,4
Pêche, pisciculture, aquaculture	0,0	0,0		0,1	0,1
Agro-alimentation			0,4	1,7	1,7
Fabrication article habillement		4,2		2,1	2,3
Industrie extractive	0,0	2,4	0,0	1,2	1,2
Btp, construction	0,0	0,0	0,5	0,1	0,1
Production d'électricité et du gaz	0,2	1,8		0,9	0,9
Captage, traitement et distribution d'eau	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Assainissement et traitement des déchets			0,0	0,0	0,0
Autres industries	0,3	0,1	1,9	0,2	0,3
Commerce véhicules, moto et accessoires	0,0	0,0		0,2	0,2
Commerce de détail	0,8	4,2	2,2	1,6	1,7
Commerce de gros		0,0	2,9	1,4	1,5
Services de réparation industrielle	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres services de réparation	0,6	0,0		0,0	1,6
Hôtels et restaurants	0,6	0,0	1,8	1,3	1,4
Transport	0,1	0,5	0,1	0,1	0,1
Poste, informations et télécommunication	0,2	1,1	2,0	1,8	1,1
Services aux ménages	0,4	4,2	1,5	1,3	1,9
Autres services (administration, etc.)	0,4	1,2	1,3	1,0	1,0

Source :

Dans le secteur institutionnel « administration publique », les femmes sont sous représentées dans toutes branches d'activité. L'indice le plus élevé dans ce secteur, ne dépasse pas 0,8 pour la branche « Commerce de détail » suivi des branches « Hôtels et restaurants » pour un indice de 0,6.

Dans le secteur institutionnel « entreprise publique et parapublique », les femmes sont plus présentes dans 7 des branches seulement parmi les 22, mais avec des indices particulièrement élevés dans au moins 5 branches d'activités. Ainsi dans les branches « fabrication d'articles d'habillement », « industrie extractive », « commerce de détail » et « Services aux ménages », on relève des indices supérieurs à la valeur 4.

Dans le secteur privé formel, les femmes sont aussi présentes avec des indices supérieurs à 2 dans plusieurs branches d'activité, telles que la sylviculture, le commerce de détail et de gros et la poste, informations et télécommunication. Elles sont relativement aussi nombreuses dans plusieurs branches d'activité dans le secteur informel, notamment dans l'agro-alimentation (1,7), la fabrication d'articles d'habillement (2,3), le commerce de détail (1,6) et la télécommunication (1,8).

### 6.1.2 Ségrégation horizontale selon l'île et le milieu de résidence

Quels que soient l'île et le milieu de résidence, les femmes sont surreprésentées dans plusieurs branches d'activités, avec des indices supérieurs à 1. Il s'agit de l'agro-alimentation, de la fabrication d'articles d'habillement, du commerce (gros et détail), et des services aux ménages.

A l'opposé, les femmes sont rares en agriculture à Moroni par rapport aux autres îles. Mais on retrouve les femmes de Moroni et de Ndzuwani et de Mwali, beaucoup plus dans l'hôtel et restaurants. Enfin, le milieu rural se distingue de l'urbain par la bonne surreprésentation des femmes actives occupées dans l'agriculture et la production d'électricité et du gaz.

Tableau 33 : Indice de ségrégation horizontale suivant le milieu de résidence

	Région ou île				Milieu de résidence		Total
	Moroni	Reste de Ngazidja	Ndzouani	Mwali	Urbain	Rural	
Agriculture	0,2	1,1	1,3	1,0	0,9	1,2	1,1
Élevage, chasse	0,5	0,0	0,4	0,1	0,2	0,4	0,3
Sylviculture	0,6		0,2	1,2	0,9	0,1	0,4
Pêche, pisciculture, aquaculture	0,0	0,2	0,2	0,1	0,0	0,2	0,1
Agro-alimentation	1,1	1,0	2,0	2,7	1,8	1,7	1,7
Fabrication article habillement	2,1	2,2	2,2	2,7	2,1	2,3	2,3
Industrie extractive	1,4		1,1	1,5	1,5	0,3	1,2
BTP, construction	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Production d'électricité et du gaz	1,1	0,0	1,2	0,2	0,6	1,3	0,9
Captage, traitement et distribution d'eau	0,0	0,0	0,0	0,4	0,0	0,0	0,0
Assainissement et traitement des déchets				0,0	0,0		0,0
Autres industries	0,6	0,2	0,2	0,1	0,4	0,2	0,3
Commerce véhicules, moto et accessoires	0,0	0,0	0,8	0,4	0,1	0,4	0,2
Commerce de détail	1,7	2,0	1,5	2,0	1,7	1,7	1,7
Commerce de gros	2,4	1,6	1,1	1,8	1,5	1,4	1,5
Services de réparation industrielle	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres services de réparation	1,4	0,3	2,3	0,0	1,9	1,3	1,6
Hôtels et restaurants	1,5	0,8	2,0	2,6	1,7	0,9	1,4
Transport	0,3	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1
Poste, informations et télécommunication	0,7	1,6	1,2	0,4	0,6	1,9	1,1
Services aux ménages	2,0	1,8	2,0	2,8	1,9	2,2	1,9
Autres services (administration)	1,1	0,8	1,0	1,0	1,1	0,8	1,0

**Source :** Enquête sur l'emploi et le secteur informel aux Comores, 2013, INSEED

### 6.2 Contribution des femmes actives occupées aux activités économiques

Les données de l'enquête permettent d'affirmer qu'aux Comores, les femmes participent de plus en plus aux activités économiques, malgré le fait que la parité homme/femme ne soit pas encore atteinte. En effet, parmi les actifs occupés âgés de 15-64 ans, les femmes représentent 38,6%, soit pratiquement, 4 travailleurs sur 10. En considérant les jeunes actifs occupés, les femmes font respectivement 44,6% et 42,4% de l'effectif des personnes âgées de 15-24 ans et 15-35 ans. La contribution des femmes est très importante dans le

reste de l'île de Ngazidja, où les proportions sont de 43% sur la tranche d'âges 15-64 ans et de 48,1% pour jeunes de 15-35 ans.

Les femmes de 15-64 ans, contribuent aux activités économiques, essentiellement dans les branches d'activité «Fabrication article habillement» (85,8%), « Services aux Ménages » (74,4%), « Agro-alimentaire » (67,2%) et « Commerce de détail » (64,4%), « autres services de réparation » (59,7%), « Commerce de gros » (54,9%) et « Hôtels et restaurants » (51,1%). La contribution des jeunes femmes de 15-35 ans à la réalisation de ces activités économiques est beaucoup plus importante. Ainsi, elles représentent pratiquement trois jeunes actifs occupés sur quatre ou plus, dans les branches d'agro-alimentation, de fabrication d'articles d'habillement, d'hôtel et restaurants et de services aux ménages. Elles constituent aussi près de deux tiers (65,3%) des jeunes qui travaillent dans le commerce de détail.

Tableau 34 : Contribution des femmes aux activités économiques

	% femmes de 15-64 ans	% jeunes femmes de 15-24 ans	% jeunes femmes de 15-35 ans
<b>Région ou Ile</b>			
Moroni	35,0	28,7	42,6
Reste de Ngazidja	43,0	54,8	48,1
Ndzouani	36,9	41,7	37,9
Mwali	31,6	31,1	34,1
<b>Secteur institutionnel</b>			
Administration publique	35,0	49,7	51,2
Entreprise publique et parapublique	23,9	56,0	33,2
Secteur privé formel	25,9	18,2	26,8
Secteur privé Informel	41,4	45,3	43,1
Ménage	28,9	39,8	30,0
<b>Branche d'activité</b>			
agriculture	45,4	65,5	49,0
Elevage, chasse	14,7	,0	13,0
Sylviculture	10,4	100,0	37,6
Pêche, pisciculture, aquaculture	4,4	,7	,7
Agro-alimentation	67,2	87,6	73,2
Fabrication article habillement	85,8	96,4	92,7
Industrie extractive	44,6	.	42,0
Btp, construction	2,9	,3	1,9
Production d'électricité et du gaz	35,8	,0	42,9
Captage, traitement et distribution d'eau	,8	,0	1,4
Assainissement et traitement des déchets	,0	.	.
Autres industries	11,5	7,9	12,3
Commerce véhicules, moto et accessoires	8,4	,0	,0
Commerce de détail	64,4	76,3	65,3
Commerce de gros	54,9	28,0	54,6
Services de réparation industrielle	,0	,0	,0
Autres services de réparation	59,7	.	48,6
Hôtels et restaurants	51,6	70,2	76,6
Transport	4,9	,0	7,1
Poste, informations et télécommunication	42,5	77,2	56,2

Services aux ménages	74,4	74,8	81,1
Autres services (administration)	36,7	73,5	48,3
<b>Ensemble</b>	<b>38,6</b>	<b>44,6</b>	<b>42,4</b>

**Source :** Enquête sur l'emploi et le secteur informel aux Comores, 2013, INSEED

Par contre, les femmes de 15-64 ans sont rarement observées dans des activités physiquement pénibles telles que le BTP et construction (2,9%), la pêche, pisciculture, aquaculture (4,4%), le captage, traitement et distribution d'eau (0,8%) et le transport (4,9%).

## 7. Habitat, statut d'occupation du logement et équipements des ménages

### 7.1 Caractéristiques et statut d'occupation des logements

Aux Comores, sept ménages sur dix (69,4%) habitent dans des maisons individuelles, tandis que 20,2% de ménages occupent des maisons à plusieurs logements. A peine 3,6% de ménages logent dans des villas.

Les ménages qui logent dans les villas sont relativement plus nombreux à Moroni (7,4%) et dans le reste de l'île de Ngazidja (3,7%), bref en milieu urbain. La taille de ces ménages est comprise en 1 et 3 personnes. Par contre, l'habitation des maisons à plusieurs logements, est plus fréquente à Ndzouani (35,6%). Elles sont habitées par les ménages dont le chef est chômeur (24,4% à 30,9%).

S'agissant du statut d'occupation des logements, il est positivement apprécié d'observer que 86,1% de ménages sont propriétaires. Très peu de ménages sont logés gratuitement par un tiers, soit 6,9%. Les ménages locataires de leur logement sont relativement nombreux à Moroni (28,6%) ou en milieu urbain (15%). Il s'agit en grande partie, des ménages d'une personne (25,7%), sans emploi et à la recherche de l'emploi dans la capitale ou en milieu urbain (18%).

**Tableau 35 : Répartition des ménages selon le type de logement, le statut d'occupation selon les caractéristiques des ménages**

	Type de logement				statut d'occupation du logement			Total
	Villa	Maison individuelle	Maison à plusieurs logements	Autre type de logement	Propriétaire	Locataire	Logé gratuit et autre	
Région ou Ile								
Moroni	7,4	75,2	13,0	4,5	63,8	28,6	7,6	100,0
Reste de Ngazidja	3,7	77,5	9,4	9,4	92,1	,6	7,3	100,0
Ndzouani	1,7	57,3	35,6	5,5	93,0	1,5	5,5	100,0
Mwali	1,7	84,3	6,8	7,2	88,1	1,7	10,2	100,0
Milieu de résidence								
Urbain	5,0	69,7	19,4	5,8	76,4	15,0	8,6	100,0
Rural	2,5	69,1	21,1	7,3	93,8	,7	5,5	100,0
Taille des ménages								
Une personne	8,1	62,9	19,9	9,0	62,5	25,7	11,8	100,0
2 à 3 personnes	4,4	70,2	20,3	5,1	83,3	9,2	7,6	100,0
4 à 5 personnes	3,6	69,8	20,9	5,7	85,9	7,1	7,0	100,0

6 à 8 personnes	3,0	68,4	20,1	8,6	90,8	3,2	6,0	100,0
9 personnes et plus	,8	72,0	19,8	7,5	93,6	2,2	4,3	100,0
<b>Sexe du chef de ménage</b>								
Masculin	3,3	70,3	20,2	6,3	85,8	6,4	7,8	100,0
Féminin	4,4	67,0	21,0	7,6	87,2	8,5	4,3	100,0
<b>Situation d'activité du chef de ménage</b>								
Actif occupé	3,4	67,7	21,1	7,8	84,8	7,1	8,2	100,0
Chômeur BIT	4,1	64,7	30,9	,3	78,7	18,0	3,3	100,0
Chômeur découragé	2,1	70,1	24,4	3,4	90,0	4,0	6,0	100,0
Inactif	4,7	75,0	14,3	6,0	89,8	6,1	4,1	100,0
<b>Total</b>	<b>3,6</b>	<b>69,4</b>	<b>20,2</b>	<b>6,8</b>	<b>86,1</b>	<b>6,9</b>	<b>6,9</b>	<b>100,0</b>

**Source :** Enquête sur l'emploi et le secteur informel aux Comores, 2013, INSEED

## 7.2 Eléments de confort des ménages

Le Sommet Mondial pour l'Enfance (2006) a adopté une définition standardisée de l'eau salubre qui a été retenue dans le cadre de cette enquête. L'eau est considérée comme salubre lorsqu'elle provient des robinets installés à l'intérieur ou à l'extérieur de l'habitation, des bornes fontaines ou robinets publics, des puits ou forages équipés de pompes, des puits creusés et protégés et enfin, des sources protégées.

Au niveau national, 57,2% des ménages boivent principalement de l'eau de robinet, tandis que 35,8% s'approvisionnent en eau de pluie. L'Etat doit poursuivre des efforts d'extension de réseau d'eau courante pour réduire la fréquence des maladies liées à la consommation de l'eau insalubre. L'attention devrait être surtout focalisée sur la qualité de l'eau de boisson de la population de Moroni et du reste de Ngazidja, où l'eau de pluie sert de boisson pour respectivement 34,2% et 83,8% de ménages.

S'agissant du mode d'éclairage, on observe qu'au niveau national, 68,2% des ménages ont accès au réseau électrique de la Ma-Mwé. Cette proportion atteint 87% à Moroni et 72% dans le reste de Ngazidja. Par contre, la proportion a baissé 55% dans l'île de Ndzuani, où près de 4 ménages sur dix (37,1%), utilisent le pétrole lampant.

Par ailleurs, l'accès à l'électricité est différentiel selon le milieu de résidence. En effet, 83,5% des ménages en milieu urbain utilisent l'électricité comme mode d'éclairage contre 56,3% seulement en milieu rural, où 32,1% de ménages recourent au pétrole lampant.

Le type de toilette utilisé est un indicateur important des conditions d'hygiène dans lesquelles vit le ménage. Les résultats de l'enquête montrent que 44,1% des ménages comoriens utilisent le WC traditionnel, tandis que 16,1% disposent de WC moderne. Il est notamment remarquable de constater que près de 4 ménages sur 10 (38,7%) ont migré vers l'utilisation des latrines améliorées.

Ces chiffres masquent néanmoins, des disparités entre les îles et le milieu de résidence. Ainsi le pourcentage des ménages qui utilisent les toilettes traditionnelles est à 25,8% à Moroni et 29,2% dans le reste de l'île de Ngazidja. La capitale enregistre surtout 30,4% de ménages qui disposent de WC moderne et 43,4% de latrine améliorée. Le WC traditionnel est beaucoup plus fréquent dans les îles de Ndzuani et de Mwali, pour satisfaire les besoins respectifs de 62,1% et 70,2% des ménages. Enfin, c'est la fréquence



d'utilisation de WC moderne par les ménages, qui distingue le milieu urbain du rural, soit 25,7% de ménages contre 9,6%.

**Tableau 36 : Répartition des ménages selon les éléments de confort des logements**

	Strate				Milieu de résidence		Total
	Moroni	Reste de Ngazidja	Ndzouani	Mwali	Urbain	Rural	
Source d'eau de boisson							
Robinet dans le logement ou dans la cour	21,2	1,1	51,5	60,0	36,9	22,9	29,0
Robinet à l'extérieur de la cour	42,1	4,9	39,7	28,8	30,1	26,6	28,1
Eau de pluie	34,2	83,8	2,5	,1	28,3	41,5	35,8
Autre source d'eau	2,5	10,2	6,3	11,0	4,6	9,0	7,1
Mode d'éclairage							
Ma-Mwè	86,6	72,9	55,0	64,6	83,5	56,3	68,2
Lampe pétrole	3,4	14,2	37,1	29,3	8,9	32,1	22,0
Autre	10,0	12,9	7,9	6,1	7,6	11,6	9,9
Lieu d'aisance							
WC moderne	30,4	16,2	11,0	9,3	25,7	9,6	16,7
Latrine améliorée	43,4	54,4	26,4	17,7	39,2	38,3	38,7
WC traditionnel	25,8	29,2	62,1	70,2	34,5	51,6	44,1
Autre	,4	,2	,5	2,8	,6	,5	,5
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

**Source :** Enquête sur l'emploi et le secteur informel aux Comores, 2013, INSEED

### 7.3 Bien d'équipements des ménages

Certains biens de consommation dont possèdent les ménages permettent d'apprécier leur niveau de vie. Ces biens et équipements sont classés par catégorie selon leur utilisation à savoir :

- les moyens de déplacement (voiture, moto, bicyclette) ;
- les équipements de communication (TV, radio, ordinateur, téléphone fixe ou mobile, fax, chaîne musicale, lecteur DVD, antenne parabolique, connexion internet) ;
- les appareils électroménagers (Frigo, congélateur, cuisinière) ;
- Les autres bien et équipements (climatiseur, ventilateur, groupe électrogène, machine à coudre, maison en location.).

#### a) Moyens de déplacement

Les proportions de ménages qui possèdent des moyens de déplacement sont trop faibles. Seuls 10,2% de ménages possèdent une voiture et, il s'agit surtout de 18% de ménages vivant à Moroni et 12% dans le reste de Ngazidja. A peine 13,7% de ménages à Mwali, ont en possession une moto.

#### b) Equipements de loisir, d'information et de communication

A l'heure de la technologie de l'information et de la communication, les ménages comoriens ont aussi pris le rythme, notamment en matière de possession et d'utilisation de la téléphonie mobile. Près de trois ménages

sur quatre (73,5%) possèdent le téléphone portable. En milieu urbain, ce sont 82,4% de ménages qui en disposent, contre 66,6% en milieu rural.

Les ménages comoriens sont aussi intéressés par l'acquisition des équipements de loisir et d'information, tels que la radio, la télévision et le lecteur des DVD. Ils sont respectivement 50,1% et 58,1% et 50,4% de ménages à en posséder. Les ménages urbains sont relativement plus nombreux à acquérir ces biens d'équipement.

### c) Équipements électroménagers

L'accès à l'électricité permet à 23,1% et 17,8% de ménages de posséder respectivement un congélateur et un réfrigérateur. Ces équipements sont acquis principalement par les ménages de Moroni et du reste de Ngazidja. Il y a en outre, 13,2% de ménages de Moroni qui disposent de cuisinière.

### d) Autres biens et équipements

La possession du climatiseur par les ménages est très rare. De même, à peine 12,2% des ménages utilisent le ventilateur et, il s'agit surtout de 20% de ménages vivant à Moroni. C'est aussi dans la capitale et dans le reste de l'île de Ngazidja, qu'un ménage sur dix a acquis des groupes électrogènes pour faire face au délestage régulier du réseau public d'électricité. Enfin, la possession par les ménages d'une maison en location, est très rare.

**Tableau 37 : Possession des biens et des équipements par les ménages (%)**

Biens et équipements des ménages	Strate				Milieu de résidence		Total
	Moroni	Reste de Ngazidja	Ndzouani	Mwali	Urbain	Rural	
<b>Moyens de déplacement</b>							
Voiture	18,0	12,4	4,7	7,3	13,1	8,0	10,2
Moto	4,9	1,5	6,0	13,7	6,8	3,2	4,8
Bicyclette	3,3	2,1	0,8	5,1	2,8	1,4	2,0
<b>Équipements de loisir, d'information et de communication</b>							
Téléphone fixe	14,8	16,6	4,4	9,1	13,4	9,0	10,9
Téléphone portable	84,8	80,2	62,4	70,5	82,4	66,6	73,5
Ordinateur	21,8	11,8	5,9	11,1	17,7	6,7	11,5
Radio	64,2	59,9	37,1	33,5	58,2	43,8	50,1
Télévision	73,7	60,8	48,4	53,2	70,9	48,2	58,1
Chaine musicale	16,3	12,8	7,6	8,3	15,1	8,2	11,2
Dvd/vcd	68,8	50,6	40,8	47,6	63,2	40,4	50,4
Antenne parabolique	29,1	11,1	19,8	25,2	29,1	11,6	19,3
Connexion Internet	2,8	4,0	1,5	3,1	3,5	2,1	2,7
<b>Appareils électroménagers</b>							
Congélateur	33,4	32,1	10,8	18,2	28,0	19,2	23,1

Frigo	30,4	26,4	5,3	9,6	23,8	13,1	17,8
Cuisinière	13,2	6,7	2,8	2,6	9,9	3,4	6,3
<b>Autres biens et équipements</b>							
Climatiseur	2,2	1,8	0,6	0,5	1,7	1,1	1,4
Ventilateur	20,0	13,5	6,6	15,0	17,4	8,2	12,2
Machine à coudre	13,6	11,2	14,3	13,2	16,0	10,8	13,1
Groupe électrogène	11,0	10,5	1,3	2,2	7,6	5,5	6,4
Maison en location	5,6	0,4	1,0	1,2	3,7	0,3	1,8

**Source :** Enquête sur l'emploi et le secteur informel aux Comores, 2013, INSEED

## 8. Trajectoire et perspectives

L'étude de la mobilité sociale consiste à quantifier et à comprendre les mécanismes de transmission du statut social d'une génération à l'autre. Trois situations se présentent quand on étudie la mobilité sociale : i) elle est verticale vers le haut lorsque la situation des enfants s'améliore par rapport à celle des parents, ii) verticale vers le bas, lorsque les enfants connaissent une position inférieure à celle de leurs parents, iii) horizontale si les deux générations se transmettent les mêmes valeurs sociales. Dans ce chapitre, deux indicateurs nous permettent d'apprécier le degré de mobilité sociale : il s'agit du nombre d'années de scolarisation et le statut professionnel des enfants, en comparaison avec leurs parents biologiques.

### 8.1 Mobilité scolaire : tendance ascendante du niveau de scolarisation

La mobilité scolaire entre l'enfant et ses parents biologiques, est le changement du niveau d'instruction de l'enfant par rapport à son père ou sa mère. Cette mobilité est étudiée en comparant le nombre moyen d'années d'études des enfants de 15 ans ou plus et des parents, selon les caractéristiques des enfants.

Globalement aux Comores, le nombre moyen d'années d'études des enfants, soit 7,7 années, a été multiplié par 3,3 par rapport à leur père et 6,4 en comparaison à leur mère.

Tableau 38. Nombre moyen d'années d'études des enfants de plus de 15 ans et des parents par les caractéristiques des enfants

Caractéristiques de l'enfant	Enfant	Père	Mère
<b>Sexe</b>			
Masculin	7,7	2,5	1,2
Féminin	7,6	2,1	1,2
<b>Statut Migratoire</b>			
Non migrant	7,5	2,2	1,2
migrant	9,5	2,8	1,3
<b>Ensemble</b>	<b>7,7</b>	<b>2,3</b>	<b>1,2</b>

**Source :** Enquête sur l'emploi et le secteur informel aux Comores, 2013, INSEED

Cette tendance ascendante du niveau de scolarisation est presque identique suivant le sexe ou le statut migratoire de l'enfant. Cependant, la mobilité scolaire semble beaucoup forte chez les migrants que chez les

non migrants. En effet, l'écart entre le nombre moyen d'années d'études des enfants migrants et leur père, est en moyenne de 6,7 ans, contre 5,3 ans entre les enfants non migrants et leur père.

## 8.2 Mobilité professionnelle

La mobilité professionnelle examinée ici est le changement de statut en termes de secteur d'activité et de catégorie socioprofessionnelle effectué par les enfants par rapport à leurs parents biologiques (père ou mère). L'analyse s'intéresse à tous les actifs occupés de 15 ans ou plus au moment de l'enquête et dont le parent travaillait quand ils avaient 15 ans.

### 8.2.1 Mobilité par rapport au secteur d'activité des parents

Il y a une forte reproduction sociale dans le secteur agricole où sur 100 agriculteurs, plus de 80 ont des parents agriculteurs. En effet 85,9% des enfants qui travaillent dans ce secteur, sont de la même branche que leur mère et 84,6% sont sur la trace de leur père.

Cependant, il existe un certain afflux des actifs issus des parents agricoles vers d'autres secteurs d'activité. A ce titre, 75% des personnes qui travaillent dans l'industrie, ont des mères qui ont plutôt exercé l'agriculture, tandis que 66,8% parmi eux ont des pères paysans.

Enfin, il s'observe l'immobilité dans d'autres branches d'activité au profit de la branche agriculture. Environ 4,7% des actifs occupés dans le secteur industriel et 6,9% de ceux qui sont dans le commerce, travaillent dans les mêmes branches respectives de leur père. Mais, la reproduction sociale reste relativement importante dans les services, où 29,6% des enfants exercent dans le même secteur que leur père.

Tableau 39. Mobilité intergénérationnelle des secteurs d'activité entre le père/la mère et l'enfant de 15 ans et plus actifs occupés.

pas d'auto-emploi.

Secteur d'activité de l'enfant	Secteur d'activité du parent				Total
	Agriculture	Industrie	Commerce	Service	
<b>Mère</b>					
Agriculture	85,9	0,8	3,6	9,7	100,0
Industrie	75,0	0,4	10,8	13,8	100,0
Commerce	62,5	1,7	15,5	20,3	100,0
Service	67,5	0,7	12,0	19,7	100,0
<b>Ensemble</b>	76,2	0,8	8,6	14,4	100,0
<b>Père</b>					
Agriculture	84,6	3,8	3,5	8,1	100,0
Industrie	66,8	4,7	5,0	23,4	100,0
Commerce	61,2	6,3	6,9	25,5	100,0
Service	57,1	6,1	7,3	29,6	100,0
<b>Ensemble</b>	70,5	5,0	5,3	19,2	100,0

**Source :** Enquête sur l'emploi et le secteur informel aux Comores, 2013, INSEED

### 8.2.2 Mobilité par rapport à la catégorie socio professionnelle des parents

S'agissant de la mobilité intergénérationnelle des actifs occupés, l'analyse selon les catégories socioprofessionnelles, révèle que la majorité des travailleurs ont des parents (père ou mère) qui n'étaient pas salariés. Toutefois, il y a une probabilité de 97,6% pour un enfant non salarié d'avoir une mère non salariée et 87,4% d'avoir un père non salarié. Ce risque baisse lorsqu'on monte dans la hiérarchie des catégories socioprofessionnelles des enfants. Ainsi, la probabilité pour un cadre d'avoir une mère non salariée est de 94,2% et 67,2% d'avoir un père non salarié.

En d'autres termes, les enfants aspirent de plus en plus à obtenir une position socioprofessionnelle supérieure ou la limite identique à celle de leurs parents. Ainsi, 10,8% des cadres ont des pères qui sont des ouvriers qualifiés. C'est la mobilité verticale vers le haut des enfants dont les parents sont classés dans des catégories inférieures. Cette ascendance dépend plus de la catégorie professionnelle du père que celle de la mère. Cela signifie que les mères ont tendance à se faire relever dans leur métier par leurs enfants. Tandis que les pères, se trouvant généralement dans une catégorie socioprofessionnelle inférieure, souhaitent plutôt l'ascendance à une position supérieure de leurs enfants.

Tableau 40. Mobilité intergénérationnelle des catégories socio professionnelle entre le Père/la mère et l'enfant de 15 ans et plus actifs occupés.

Catégorie socio professionnelle de l'enfant	Catégorie socio professionnelle du parent				Total
	Cadre	Employé, ouvrier qualifié	Salarié non qualifié	Non salarié	
<b>Mère</b>					
Cadre	3,9	1,7	0,2	94,2	100,0
Employé, ouvrier qualifié	0,8	3,9	0,8	94,5	100,0
Salarié non qualifié	0,1	1,3	3,9	94,7	100,0
Non salarié	0,5	1,1	0,8	97,6	100,0
Ensemble	0,9	1,6	0,9	96,6	100,0
<b>Père</b>					
Cadre	17,8	10,8	4,2	67,2	100,0
Employé, ouvrier qualifié	4,8	17,1	5,2	72,9	100,0
Salarié non qualifié	2,8	9,1	12,9	75,3	100,0
Non salarié	2,8	6,2	3,6	87,4	100,0
Ensemble	4,8	8,8	4,5	81,8	100,0

**Source :** Enquête sur l'emploi et le secteur informel aux Comores, 2013, INSEED

### 8.3 Perspectives d'emploi

Cette section donne des informations sur le désir d'emploi exprimé par les actifs occupés de 15 ans et plus et les projets d'emploi des jeunes de 15 à 24 ans dans l'avenir.

### 8.3.1 Mobilité selon la catégorie socioprofessionnelle

La tendance générale est l'évolution vers les catégories socioprofessionnelles des non salariés. En effet, 54,4% des actifs occupés souhaitent exercer en qualité de travailleurs indépendants et la probabilité pour un non salarié de conserver sa catégorie est de 62,5%.

Le désir ardent de migrer vers le statut de non salarié est exprimé par plus d'un actif occupé sur deux ayant exercé antérieurement comme ouvrier qualifié ou salarié non qualifié. En revanche, l'opposé, 63,4% des cadres aussi souhaitent massivement garder leur position.

Tableau 41. Emplois désiré par les individus de 15 et plus ayant eu un emploi antérieur selon la catégorie socio professionnelle désirée

Catégorie socio professionnelle antérieure	Catégorie socio professionnelle désirée				Total
	Cadre	Employé, ouvrier qualifié	Salarié non qualifié	Non salarié	
Cadre	63,4	1,9	5,4	29,3	100,0
Employé, ouvrier qualifié	8,2	39,8	,9	51,2	100,0
Salarié non qualifié	,4	6,8	41,3	51,4	100,0
Non salarié	2,9	23,8	10,8	62,5	100,0
<b>Total</b>	<b>10,1</b>	<b>22,0</b>	<b>13,6</b>	<b>54,4</b>	<b>100,0</b>

**Source :** Enquête sur l'emploi et le secteur informel aux Comores, 2013, INSEED

### 8.3.2 Mobilité selon le secteur institutionnel

Il y a un vrai désir de travailler dans le secteur privé. En effet, sur 100 actifs qui travaillent ou travaillaient dans l'administration publique, 36,3% désirent travailler dans une entreprise privée. Ce besoin se fait sentir également par ceux qui travaillent dans l'entreprise publique ou parapublique dont 49,3% souhaitent exercer plutôt dans le secteur privé. Enfin, une proportion de 55,1% des travailleurs dans le secteur ménage est aussi animée par cette ambition.

Cet afflux massif souhaité vers le secteur privé résulte généralement du désir des travailleurs d'améliorer leur rémunération par rapport au niveau des salaires ou des revenus dans les autres secteurs institutionnels, notamment, le secteur public.

Tableau 42 : Emploi désiré par les individus de 15 ans et plus ayant eu un emploi antérieur selon le secteur institutionnel

Secteur institutionnel de l'emploi antérieur	Secteur institutionnel de l'emploi désiré				Total
	Administration publique	Entreprise publique et parapublique	Entreprise privée	Ménage	
Administration publique	52,9	3,7	36,3	7,1	100,0
Entreprise publique et parapublique	10,5	30,5	49,3	9,8	100,0
Entreprise privée	11,5	9,0	74,4	5,0	100,0
Ménage	17,5	9,4	55,1	18,0	100,0
<b>Total</b>	<b>19,5</b>	<b>9,3</b>	<b>62,7</b>	<b>8,5</b>	<b>100,0</b>

**Source :** Enquête sur l'emploi et le secteur informel aux Comores, 2013, INSEED

### 8.3.3 Projet d'avenir des jeunes des 15-24 ans

Les jeunes de 15-24 ans dans leur majorité, cherchent à obtenir un premier emploi (57,7%) ou à rester inactif (26,8%), probablement pour des raisons d'études. En outre, 49,1% des actifs occupés cherchent à garder leur emploi.

Ces choix sont logiques pour cette catégorie de population à la quête d'une bonne expérience professionnelle ou d'une qualification requise, avant de prendre d'autres initiatives. Enfin, 24,3% des actifs occupés souhaitent néanmoins, obtenir un nouvel emploi dans une autre entreprise.

Tableau 43 : Projets d'emploi à l'avenir des jeunes de 15 à 24 ans

	Projets pour l'emploi à l'avenir					Total
	Obtenir un premier emploi	Obtenir un nouvel emploi dans la même entreprise	Obtenir un nouvel emploi dans une autre entreprise	Garder l'emploi actuel	Rester inactif	
<b>Sexe</b>						
Masculin	56,0	2,6	3,8	10,1	27,5	100,0
Féminin	59,1	2,5	3,7	8,6	26,1	100,0
<b>Situation d'activité</b>						
Actif occupé	11,8	10,4	24,3	49,1	4,3	100,0
Chômeur BIT	79,4	7,9	3,9	2,2	6,6	100,0
Chômeur découragé	88,3	4,0	3,9	2,5	1,3	100,0
Inactif	60,1	,9	,5	4,2	34,3	100,0
<b>Total</b>	<b>57,7</b>	<b>2,5</b>	<b>3,7</b>	<b>9,3</b>	<b>26,8</b>	<b>100,0</b>

**Source :** Enquête sur l'emploi et le secteur informel aux Comores, 2013, INSEED

## 9. Transferts en espèces et revenus hors emploi reçus par les Comoriens

L'étude des transferts en espèce des revenus hors emplois reçus par la population de 15 ans ou plus permet d'appréhender la redistribution des revenus. L'examen des revenus hors emplois met en évidence l'importance des transferts d'un à ménage à un autre compte non tenu de sa résidence. Bien que sa contribution au revenu total du ménage ne dépasse généralement 3%<sup>1</sup>, les revenus des transferts s'inscrivent dans le cadre d'une solidarité sociale fortement ancrée dans les traditions et perçue comme une stratégie de survie des ménages aux Comores.

### 9.1 Caractéristiques des bénéficiaires des revenus hors emploi

D'après l'enquête, la proportion de la population de 15 ans ou plus, bénéficiant d'un revenu hors emploi reste généralement faible. Cependant, il convient de relever que 10% de la population cible bénéficie des revenus hors emploi provenant des transferts d'autres ménages résidant à l'étranger, tandis que 4% reçoivent plutôt des transferts d'autres ménages résidant aux Comores. Il y a en outre une proportion de 7,5% d'individus qui bénéficient des revenus d'autres sources.

Les transferts en provenance des ménages résidant à l'étranger desservent surtout 12,6% des personnes âgées de 15 ans et plus à Ndzouani et 9,8% à Moroni. Tandis que les habitants de Mwali sont relativement moins nombreux à bénéficier des revenus hors emploi. Les transferts de l'étranger profitent aux personnes, sans distinction de situation d'activité, malgré un léger avantage des inactifs.

Tableau 44 : Répartition en % de la population âgée de 15 ans et plus bénéficiant d'un revenu hors emploi

	Région ou Ile				Situation d'activité				Total
	Moroni	Reste de Ngazidja	Ndzouani	Mwali	Actif occupé	Chômeur BIT	Chômeur découragé	Inactif	
Pensions du travail	1,1	0,3	0,5	1,5	0,9	0,0	0,0	0,5	0,6
Autres pensions	0,9	0,1	0,2	0,4	0,3	0,3	0,3	0,2	0,3
Revenu de la propriété	0,5	0,0	0,9	0,7	0,5	1,7	1,1	0,2	0,5
Revenu financier	6,8	0,3	0,0	1,9	3,2	0,3	0,1	0,6	1,6
Transfert reçu d'autres ménages résidants aux Comores	6,5	2,0	4,5	5,2	2,5	2,4	3,5	5,5	4,0
Transfert reçu d'autres ménages à l'étranger	9,8	8,5	12,6	3,0	9,2	10,5	8,9	10,9	10,0
Bourses d'études	0,0	0,1	0,3	1,1	0,2	0,5	0,1	0,2	0,2
Autres revenus	23,8	1,1	5,0	8,2	8,1	5,9	3,3	8,0	7,5

**Source :** Enquête sur l'emploi et le secteur informel aux Comores, 2013, INSEED

<sup>1</sup> D'après le rapport « Pauvreté, inégalité et marché du travail dans l'Union des Comores, éléments d'analyse fondés sur l'Enquête Intégrale Auprès des Ménages en 2004 » publié en 2005 la part des revenus issus des transferts externes et internes dans le revenu total est de 2,5 %.



## 9.2 Montant mensuels moyens des revenus hors emplois

Quatre types de revenus hors emploi semblent importants pour la population comorienne, avec des montants mensuels moyens sont plus élevés que le revenu moyen de 82 000 KMF perçu par un actif occupé. Il s'agit de la pension du travail (154 000 KMF par mois), d'autres pensions (109 000 KM), du revenu de la propriété (150 000 KMF) et du revenu financier (92 000 KMF). Les pensions profitent aussi bien aux chômeurs qu'aux inactifs, alors que le revenu de la propriété est une rente que perçoivent surtout les inactifs jusqu'à la hauteur de 605 000 KMF par mois.

Les montants des transferts reçus de la part des ménages vivant à l'étranger, ne sont pas du tout négligeables, notamment pour les populations du reste de l'île de Ngazidja, avec une moyenne mensuelle de 123 000 KMF. Par contre, Néanmoins, c'est surtout le montant des bourses d'études qui paraît faible, soit 39 000KMF.

Enfin, il y a des disparités du niveau des revenus hors emplois selon les îles. En effet, les montants de ces revenus paraissent plus élevés dans le reste de Ngazidja, notamment une moyenne de 282 000 KMF d'autres pensions qui bénéficie à la population.

**Tableau 45 : Montant moyen (1000 KMF) des revenus mensuels hors emploi bénéficiés par les personnes âgées de 15 ans et plus**

	Strate				Situation d'activité				Total
	Moroni	Reste de Ngazidja	Ndzouani	Mwali	Actif occupé	Chômeur BIT	Chômeur découragé	Inactif	
Pensions du travail	68	245	184	171	91	250	12	244	154
Autres pensions	134	282	10	65	99	500	35	101	109
Revenu de la propriété	42	175	181	155	60	29	21	605	150
Revenu financier	86	206	5	72	104	10	9	41	92
Transfert reçu d'autres ménages résidants aux Comores	55	103	24	30	51	25	26	53	49
Transfert reçu d'autres ménages à l'étranger	93	123	27	46	76	34	36	76	71
Bourses d'études	.	111	19	20	60	25	50	23	39
Autres revenus	86	39	29	39	68	74	57	64	66

**Source :** Enquête sur l'emploi et le secteur informel aux Comores, 2013, INSEED

## 10. Principaux enseignements de l'analyse du marché du travail

L'analyse de la situation de l'emploi en union des Comores permet de retenir essentiellement les éléments ci-après :

### Les caractéristiques de l'offre de l'emploi en union des Comores

Un aperçu global du marché du travail en termes de secteur institutionnel permet de relever qu'à 2012 le secteur informel demeure le plus grand pourvoyeur d'emplois en Union des Comores (73,1% des emplois) et qu'une part de 34,8 en points de pourcentages des emplois occupés par les actifs ont été créés à travers une initiative privée, le secteur public occupe avec 13,1% et que le secteur privé formel quant à lui reste très peu développé avec 2,3% seulement des emplois occupés.

En termes de branches d'activités, l'on note que globalement 51% des chefs d'UPI ouvrent dans l'agriculture 15% dans le commerce et 5% dans la pêche ce qui représentent approximativement la moitié des emplois occupés.

L'analyse des secteurs institutionnels en termes de revenu permet d'observer qu'au niveau du secteur public, le revenu moyen est estimé à 130 000 FC avec une durée moyenne d'études de 13 ans et 2 ans passés dans l'emploi. En ce qui concerne le secteur privé formel, le revenu moyen est de 70 000 FC, la durée moyenne dans l'emploi de 3 ans et la durée moyenne d'études à 7 ans.

L'analyse des emplois du secteur informel permet de relever en premier lieu qu'en activité principale comme en activité secondaire, la part des hommes chefs d'unité de production est plus élevée que celle des femmes.

#### **La situation des jeunes et des femmes sur le marché du travail**

Pour ce qui est du positionnement des femmes et leur contribution sur le marché du travail, malgré une sous représentation générale de l'ordre de 38,6%, l'on peut retenir en premier lieu une plus forte présence relative de ces dernières dans certaines branches d'activité : « fabrication d'articles d'habillement », « Agro alimentaire », « Commerce de détail », « Commerce de gros », « Hôtels et restaurants », « Services aux ménages » et « autres services de réparation ».

Par ailleurs, la position des jeunes femmes de 15-24 ans reste nettement meilleure comparée à celle des autres tranches d'âges avec une contribution de l'ordre de 44,6% et une forte spécialisation dans certaines branches comme la « sylviculture », « fabrication d'article d'habillement ou encore dans l'agro alimentaire ». Mais en termes de secteurs institutionnels ce n'est que dans les entreprises publiques et parapubliques que cette contribution dépasse les 50%.

#### **Ségrégation horizontale**

L'examen des résultats en termes de ségrégation horizontale permet de confirmer les constats tirés déjà à l'endroit de la contribution des femmes et concourt à faire remarquer que comparées aux hommes, c'est dans le secteur institutionnel « entreprise publique et parapublique », où les femmes sont plus présentes et ceci dans 7 des branches seulement parmi les 22 mais avec des indices particulièrement élevés dans au moins 5 branches d'activités. Aussi note t-on une spécialisation féminine de l'activité dans les branches « Fabrication article habillement », « Industrie extractive », « Production d'électricité et du gaz », « Commerce de détail », « Poste, informations et télécommunication », « Services aux ménages » et « Services de réparation » et « autres services », on relève les indices respectifs.

Dans le secteur institutionnel « Secteur privé formel », les femmes sont plus présentes dans 8 branches seulement. Il s'agit notamment des branches « Sylviculture », « autres Industries », « Commerce de détail », « Commerce de gros », « Hôtels et restaurants », « Poste, informations et télécommunication », « Services aux ménages », « Services de réparation ». Au sein du secteur institutionnel « Secteur informel » les femmes sont plus présentes dans un peu moins de la moitié des branches d'activité.

## Conclusion

Le rapport sur la situation de l'emploi aux Comores permet de retenir les points qui suivent :

Au plan de l'offre de l'emploi, le pays regorge d'une potentialité de main-d'œuvre énorme matérialisée par une population active assez importante. De plus, l'environnement économique est propice à une relance des activités et notamment la création d'emplois notamment dans le secteur secondaire qui est quasiment inexistant.

### **Un important potentiel d'emplois à exploiter dans le secteur informel**

L'offre d'emploi d'une façon générale est caractérisée par une forte dominance du secteur institutionnel privé informel avec 73.1 pourcent des emplois.

En dépit de la forte proportion d'emplois précaires et vulnérables dans ce secteur, il présente des opportunités d'emplois qui ne demandent qu'à être exploitées. On y recense en effet des activités dans toutes les branches. Ce secteur qui accueille une proportion assez importante de femmes peut leur procurer des conditions de vie substantielles pour peu que leurs activités soient mieux encadrées, mieux structurées et organisées. Ceci pose toute la problématique de l'insertion professionnelle en union des Comores.

A ce titre il convient de s'interroger sur le type d'activité à entreprendre, le mode d'organisation à mettre en place, les stratégies à engager pour lancer et développer son activité de façon durable. Il est essentiel que de plus en plus l'on se penche sur ces questions, car cela semble être l'une des voies principales de sortie du chômage et du sous-emploi.

Une spécialisation des activités du secteur privé formel dans quelques branches

Ce secteur représente de façon structurelle, environ 2,3% du total des emplois avec une demande d'emplois semblant s'orienter principalement vers quatre branches d'activité :

Le commerce de détail, l'agriculture, autres services et transport. Ce secteur se développe donc autour des secteurs primaire et tertiaire, laissant de côté le secteur secondaire. Ceci constitue une autre piste pour le développement de l'emploi aux Comores. Le rôle du gouvernement est essentiel à cet effet.

Les emplois du secteur public, se retrouvent dans leur grande majorité dans la branche « autres services ». Ceci est logique au demeurant puisque l'essentiel de l'activité dans le secteur public est de type administratif, l'Etat n'ayant les possibilités de favoriser l'activité productive en raison de l'étroitesse de sa manœuvre budgétaire.

### **Une présence féminine à renforcer davantage**

Les femmes occupent une part faible de l'effectif total des actifs exerçant dans le secteur public. En raison de la stabilité des emplois dans ce secteur et des conditions salariales et de sécurité d'emplois relativement moins précaires, l'augmentation de la part relative des femmes dans ce secteur peut constituer une des solutions envisageables pour l'amélioration de leurs conditions de vie. Cela passe essentiellement par une amélioration de leur niveau d'instruction, ce qui constitue un défi important puisqu'un écart important persiste encore entre leur niveau d'instruction et celui des hommes.

Une nécessité de ciblage des principaux acteurs sur le marché du travail. Au regard des informations produites qui indiquent des positionnements différenciés des différents acteurs présents sur le marché du travail, il importe de mettre en place des mesures de politique spécifiques pour chaque catégorie d'acteurs (les jeunes, les femmes, les jeunes adultes) en fonction non seulement des secteurs dans lesquels ils évoluent (informel, public, privé formel, ménages), mais aussi de leur milieu de résidence (région, milieu). Ces politiques seraient formulées en tenant compte des problèmes spécifiques rencontrés par chaque catégorie d'acteur.

Au regard des résultats de cette étude, il importe d'axer la politique nationale de l'emploi sur les stratégies de la stimulation de la création économique, de l'investissement dans l'accumulation du capital humain et de la rationalisation de la gouvernance de l'emploi.

En fin le développement qu'est la Stratégie de Croissance Accélérée pour le Développement Durable(SCA2D) devrait consacrer un axe stratégique spécifique pour les questions de l'emploi pour lui accorder toute son importance au lieu de la considérer comme un thème transversal.

## **Bibliographie**

*Rapport sur l'Enquête sur les Indicateurs Multiples, Commissariat Général au Plan 2000.*

*Pauvreté, inégalité et marché du travail, Eléments d'analyse fondés sur l'Enquête intégrale auprès des ménages de 2004, Commissariat Général au Plan, Moroni, Février 2005.*

*Rapport sur l'Enquête Démographique, Sante et à Indicateurs Multiples, Direction Générale de la Statistique et de la Prospective, Commissariat Général au Plan, Comores 2012.*

*Emploi féminin et ségrégation, Recensement Général de la Population et des Logements, Institut National de la Statistique, mars 1991.*

*Situation de l'emploi en Union des Comores en 2012, Enquête Emploi Auprès des ménages en 2012, Agence d'Etudes et de Promotion de l'Emploi, Union des Comores 2012.*

## **Annexe**